

Équateur : Stratégies de
lutte contre l'obésité

Afrique de l'Ouest : Plaidoyer pour la
nutrition au sein de la société civile

Népal : Les voix
du terrain

NUTRITION EXCHANGE

ENN

**Liban : Préparer
les aliments dans
des cuisines
communautaires**

**Pakistan : Comblent les
lacunes nutritionnelles**

**Zambie : Harmoniser les messages
de nutrition et d'agriculture**

Table des matières

- 3 **Éditorial**
- 4 **Thèmes généraux**
 - 4 Investir dans la nutrition
 - 4 Intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les interventions nutritionnelles
 - 5 Plateformes nationales d'information sur la nutrition
 - 6 Maladies non transmissibles : La prochaine pandémie
 - 6 Discussion en-net
 - 7 L'état de la malnutrition sévère
 - 7 Un rôle nouveau pour l'UNSCN
 - 8 *Shamba Chef* : Préparer une tempête nutritive au Kenya
- 9 **Articles originaux**
 - 9 Cuisines communautaires au Liban : Cuisiner ensemble pour la santé
 - 10 Collations santé et éducation à la nutrition : L'alimentation scolaire dans les écoles publiques du Liban
 - 12 Lutter contre le surpoids et l'obésité en Équateur : Politiques et stratégies de prévention
 - 15 Voix du terrain au Népal : Programmation au niveau du district
 - 17 Combler les lacunes nutritives au Pakistan : Des idées pour lutter contre la malnutrition
 - 19 Chantons tous la même chanson : Des messages pour que l'agriculture tienne compte de la nutrition en Zambie
 - 21 Évaluer les besoins en capacités pour une agriculture sensible à la nutrition en Éthiopie
 - 24 Plaidoyer pour la nutrition en Afrique de l'Ouest : Le rôle des alliances de la société civile SUN
 - 26 Renforcement des capacités en matière de nutrition au Kenya : Laboration d'un nouveau cadre
 - 28 Définir une politique nationale sur l'alimentation et la nutrition au Nigéria
- 30 **Ressources et mises à jour**
 - 30 Ressources
 - 31 Mise à jour du Mouvement SUN

ENN tient à remercier le bureau régionale de l'UNICEF au Panama et le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en Jordanie, d'avoir rendu possible les versions espagnole et arabe de cette publication.

Nous souhaitons également remercier les membres de l'équipe ENN KM pour leur contribution à ce numéro, y compris les spécialistes des Services Régionaux de Gestion des Connaissances (RKMS), Ambarika Youssoufane (Sénégal), Lillian Karanja (Kenya), et Charulatha Banerjee (Inde), assistés de Tui Swinnen (Coordonnateur Mondial de la Gestion des Connaissances de l'ENN), et sur le Podcast NEX, Jonah Klein (Producteur Contenu Numérique) et Azaria Morgan (Assistante de Projet).

Page de couverture : Une mère syrienne cuisine dans un campement de réfugiés dans la vallée de Bekaa au Liban; PAM/Abeer Etefa

Page de couverture au dos : Un programme de repas scolaires au Liban; PAM/Dina El Kassaby



WFP/Edward Johnson

Qu'est Nutrition Exchange ?

Nutrition Exchange est une publication de l'ENN qui contient des articles courts et faciles à lire sur les expériences et les apprentissages des programmes de nutrition dans les pays où la malnutrition est un problème majeur et ceux qui sont sujets à des crises. Les articles rédigés par les acteurs nationaux sont publiés en priorité. *Nutrition Exchange* fournit aussi des informations sur les guides, les outils et les formations à venir. *Nutrition Exchange* est publié en anglais, en français, en arabe et en espagnol.

A quelle fréquence Nutrition Exchange est-il publié ?

Nutrition Exchange est une publication bi-annuelle, gratuite et disponible en version papier en anglais et en français, et en version électronique en anglais, en français, en arabe et en espagnol.

Comment s'abonner ou soumettre un article

Pour vous abonner à *Nutrition Exchange*, visitez <http://www.enonline.net/nex>

Beaucoup de gens sous-estiment la valeur de leurs expériences individuelles et le fait de les partager peut bénéficier d'autres personnes travaillant dans des situations similaires. L'ENN vise à élargir la gamme d'individus, d'organisations et de gouvernements qui contribuent à la publication dans *Nutrition Exchange*.

La plupart des articles que vous voyez dans *Nutrition Exchange* commencent avec quelques points que les auteurs partagent avec nous. L'équipe éditorial vous aidera ensuite à rédiger vos idées sous la forme d'un article pour la publication.

Pour commencer, il suffit d'envoyer un courrier électronique à Carmel et Judith (carmel@enonline.net et Judith.Hodge@enonline.net) with your ideas. Nous sommes à la recherche d'articles pour l'édition NEX9, alors n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Cette édition de *Nutrition Exchange* a été financée par UK Aid du gouvernement britannique, par Irish Aid et par une subvention de l'USAID/OFDA versée à ENN intitulée *Renforcement des connaissances et des capacités sectorielles et individuelles à l'échelle internationale et nationale aux fins de répondre aux situations d'urgence dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde entier, en vertu de l'Accord n° AID-OFDA-G-11-00217*



Editorial

Bienvenue au huitième numéro de Nutrition Exchange (NEX), nous avons élargi notre portée géographique pour atteindre davantage de lecteurs et de collaborateurs de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. C'est la première fois que NEX publie deux articles provenant du **Liban** dans un même numéro. Le premier article porte sur une initiative communautaire dans le domaine de la cuisine (page 9), et le second, sur un programme d'alimentation scolaire (page 10). Ces deux articles décrivent les efforts déployés pour faire face au double fardeau de la malnutrition (surpoids/obésité et sous-alimentation) chez les réfugiés syriens et les populations libanaises vulnérables.

Tous les pays du monde font face à la malnutrition sous toutes ses formes (comme le souligne le *Rapport nutritionnel mondial* de 2016). Selon l'analyse de l'OMS, très peu de pays n'ont été, jusqu'ici, en mesure de rendre compte de l'augmentation croissante du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles dans leurs politiques et dans leurs programmes en matière d'alimentation et de nutrition. L'**Équateur** pourrait faire figure d'exception puisque l'article publié dans le présent numéro nous apprend qu'un procédé d'étiquetage des aliments a été mis en oeuvre ainsi qu'une taxe sur les boissons sucrées et des initiatives scolaires ont aussi été mises en place visant à promouvoir la consommation d'aliments sains et l'activité physique (page 12). Une entrevue avec un représentant du Ministère du budget et de la planification nationale du **Nigéria** (page 28) nous donne un bon aperçu des défis liés à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition, en particulier l'obtention des fonds nécessaires dans les différents ministères concernés par la nutrition. Le plaidoyer peut jouer un rôle crucial pour influencer les politiques nationales et les allocations budgétaires en attirant l'attention des parlementaires et des médias sur la nutrition. Vous trouverez la description détaillée d'une initiative en cours dans 12 pays d'**Afrique de l'Ouest**. Ce projet vise à décupler les efforts de renforcement de la nutrition en créant des champions de la nutrition et des alliances au sein de la société civile (page 24).

Dans les pays où l'agriculture demeure la principale activité économique (principalement en Afrique et en Asie), l'accent est désormais mis sur une agriculture plus sensible à la nutrition, c'est-à-dire qui cherche à maximiser sa contribution à la nutrition. Vous pourrez y lire des articles portant sur deux de ces initiatives, en Éthiopie et en Zambie. Elles se concentrent toutes les deux sur le renforcement des capacités,

que l'on définit comme étant le processus par lequel les personnes, les organisations et les sociétés renforcent leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience afin d'atteindre les objectifs de développement. L'article sur l'**Éthiopie** (page 21) décrit un projet visant à identifier les points forts et les lacunes dans la mise en oeuvre du plan national d'une agriculture sensible à la nutrition. L'article sur la **Zambie** (page 19) incite surtout à « chanter la même chanson », c'est-à-dire à élaborer des messages nutritionnels clés à l'usage des conseillers agricoles locaux. Le renforcement des capacités fait également l'objet d'un article provenant du **Kenya** (page 26) où un cadre de développement de capacité nutritionnelle est en cours d'harmonisation prenant en compte les structures décentralisées du gouvernement et de la nécessité de soutenir des solutions aux problèmes de nutrition à l'échelle sous-nationale.

De nombreux pays mettent en oeuvre des programmes multi sectoriels en matière de nutrition (PMSN) qui tentent de relier tous les secteurs, notamment l'agriculture, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et la protection sociale, qui peuvent aider à faire face aux causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition. Un article qui nous vient du **Pakistan** (page 17) présente un outil qui utilise les données existantes pour déterminer le coût potentiel et l'impact nutritionnel d'une gamme d'interventions visant à « combler les lacunes nutritionnelles » dans différents secteurs. Au **Népal**, la réalisation d'interventions multisectorielles est scrutée par deux agents de district chargés de la mise en oeuvre d'un PMSN sur le terrain (page 15).

Nous serions ravis de faire entendre beaucoup plus de ces « voix du terrain »! Merci de nous raconter vos histoires et vos expériences concernant des programmes nutritionnels dans le prochain numéro de NEX qui sera publié en janvier 2018. Merci à tous nos collaborateurs et bonne lecture!

Carmel Dolan, *corédactrice en chef de NEX*
(carmel@ennonline.net)

Judith Hodge, *corédactrice en chef de NEX*
(Judith.Hodge@ennonline.net)



Media Hub



Écouter un entretien avec les éditeurs sur la chaîne Podcast de l'ENN :

www.ennonline.net/mediahub/nex&editorsspeak

À propos de ENN

ENN favorise la mise en réseau et l'apprentissage dans le domaine de la nutrition afin de réunir les éléments de base en faveur des programmes nutritionnels.

Nous nous concentrons sur les communautés en crise et sur les endroits où la sous-nutrition est un problème chronique. Notre travail est guidé par les tâches pour lesquelles les professionnels doivent être efficaces.

- Nous repérons des professionnels et communiquons leurs expériences dans nos publications et dans notre forum en ligne, en-net.
- Nous faisons des recherches et examinons les aspects où les éléments probants sont faibles.
- Nous nous faisons l'intermédiaire de discussions techniques sur les aspects qui ne font pas l'unanimité.
- Nous soutenons le leadership et la gérance de la nutrition à l'échelle mondiale.

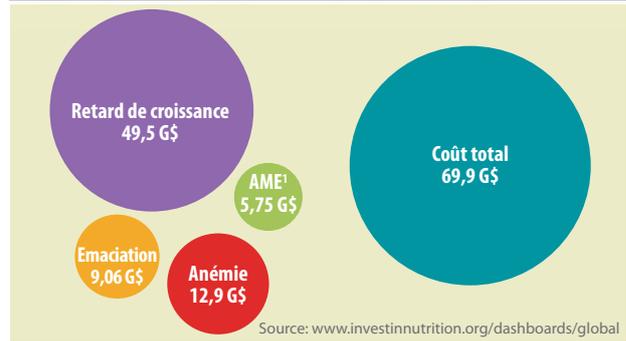


Investir dans la nutrition

Combien en coûtera-t-il pour atteindre les objectifs internationaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour réduire le retard de croissance, l'émaciation et l'anémie et augmenter l'allaitement exclusif ? Selon Investing in Nutrition, un rapport auquel ont collaboré la Banque mondiale et la Fondation Bill et Melinda Gates, on parle d'environ 70 milliards de dollars en plus du financement actuel prévu pour les dix prochaines années. Ces données sont issues d'estimations liées à la mise en place d'un ensemble d'interventions qui impliquent, par exemple, l'utilisation de suppléments de micronutriments prénatals, la promotion de l'allaitement ou l'enrichissement des aliments de base.

Une carte interactive de 29 pays fournit des renseignements concernant les investissements actuels (donateurs étrangers et dépenses domestiques, lorsque les données sont disponibles) pour atteindre les objectifs de l'OMS. Par exemple, en Éthiopie en 2015, le gouvernement et les donateurs étrangers ont dépensé un total de 71,8 millions de dollars US pour atteindre les objectifs nutritionnels de l'OMS, dont 2,55 provenaient du gouvernement et 69,2 de donateurs étrangers. En revanche, la Tanzanie a dépensé 39,6 millions de dollars US pour atteindre

Coût pour atteindre les objectifs par rapport aux dépenses courantes, 2016-2025 (USD 2015)



¹ L'allaitement maternel exclusif (AME) signifie qu'il n'y a aucune autre source d'alimentation et d'hydratation que le lait maternel, donc même pas d'eau, pendant les 6 premiers mois de vie.

les objectifs de l'OMS, dont 22 millions provenaient du gouvernement et 17,6 de donateurs étrangers.

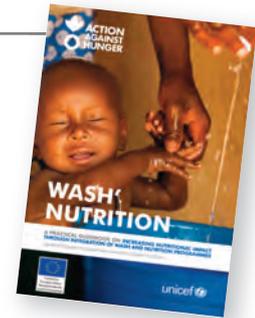
Selon le rapport, le financement nécessaire ne peut être mobilisé que par la mise en place d'un scénario de « solidarité mondiale » dans lequel les dépenses des donateurs augmentent rapidement au cours des cinq prochaines années, alors que les dépenses domestiques (gouvernementales) augmentent régulièrement. Ensuite, de 2020 à 2025, le financement domestique s'accroît et les donateurs commencent à se rétracter pour laisser la place à la prise en charge des programmes de nutrition par les pays.

Intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les interventions nutritionnelles

Dans plusieurs pays, l'objectif principal des approches multisectorielles est d'établir les liens entre la sous-alimentation et une mauvaise hygiène, une insuffisance en assainissement et une eau potable insalubre. Le guide *WASH Nutrition* publié par Action contre la faim (ACF) offre une aide pratique aux acteurs impliqués dans la conception de programmes, à la fois dans des contextes humanitaires et de développement. Le manuel présente des exemples de plus de 30 pays qui montrent la marche à suivre pour établir des liens entre la nutrition et la programmation de WASH. Il donne aussi des conseils sur la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès et les répercussions, de même que des outils d'intervention et de renforcement des capacités. Le manuel comprend également une section avec des outils et des cas d'étude sur le terrain pour mieux comprendre la façon dont les efforts d'intégration s'insèrent dans le cycle d'un projet.

Une stratégie « WASH 1 000 » du Ghana montre comment intégrer certains des principaux comportements des ménages, tels que le lavage des mains aux moments critiques, et de donner aux enfants seulement de l'eau préalablement bouillie ou traitée, et ce, pour les 1 000 premiers jours (du début de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant).

Un autre exemple d'un projet de nutrition au Madhya Pradesh, en Inde, s'est concentré sur la lutte contre la défécation à l'air



libre et d'autres questions WASH qui concernent les communautés visées pour accroître les retombées en matière de nutrition et de santé. Dans ce cadre, un spécialiste de l'assainissement total (CLTS) a été consulté pour assurer la liaison avec la communauté qui le supervise. Son objectif est d'identifier les principaux enjeux (comme le manque de toilettes et le lavage des mains) et les solutions possibles.

ACF rapporte que dans la région du Sahel en Afrique, depuis la dernière crise de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2012, seulement 10 % (environ 100 000) des enfants admis pour des traitements liés à des problèmes de malnutrition aiguë sévère ont reçu la trousse des actions préventives minimales du WASH pour prévenir le cercle vicieux de la diarrhée, des nématodoses, de l'entéropathie et de la sous-nutrition. Le guide met particulièrement l'accent sur l'intégration de la WASH et de la nutrition dans les situations d'urgence humanitaire, car l'eau potable et l'assainissement, en plus de la nourriture et d'un toit, sont essentiels pour préserver la santé des communautés affectées par la crise.

Références

Action contre la faim *WASH Nutrition: un guide pratique sur l'augmentation de l'impact nutritionnel grâce à l'intégration de WASH et des programmes de nutrition* (2017). www.actionagainsthunger.org.uk/sites/default/files/publications/action_against_hunger_wash_nutrition_guidebook.pdf

Plateformes nationales d'information sur la nutrition

Comment font les gouvernements pour identifier les interventions et les mesures à prendre en matière de nutrition qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs nutritionnels le plus efficacement ?

Chaque gouvernement doit d'abord et avant tout pouvoir s'appuyer sur une information nutritionnelle solide.

« Plateformes nationales d'information pour la nutrition (PNiN) » est une initiative dirigée par la Commission européenne qui soutient l'analyse de l'information et des données dans une dizaine de pays faisant partie du Mouvement SUN, dont le Bangladesh, l'Éthiopie, le Kenya, le Laos, le Niger et l'Ouganda, dans le but d'étayer leurs politiques et leurs programmes nutritionnels. Le PNiN vise à :

- Relever les questions auxquelles chaque gouvernement doit répondre pour élaborer ou perfectionner ses politiques et ses programmes dans tous les secteurs qui pourraient améliorer la nutrition, y compris la santé, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la protection sociale, l'accès à l'eau et l'assainissement ;
- Regrouper les informations existantes nécessaires pour répondre à ces questions, y compris des indicateurs de résultats nutritionnels, des publications, des informations de contexte et des données sur les programmes et les investissements dans tous les secteurs ;
- Examiner les renseignements, analyser les données et interpréter les résultats à la lumière des connaissances actuelles pour essayer de répondre aux questions ;
- Diffuser les résultats et les données aux décideurs et aux

- planificateurs de programmes ;
- Élaborer ou perfectionner les politiques et les programmes qui donnent lieu à des améliorations en matière de nutrition.

Un modèle conceptuel de ce processus est illustré à le schéma 1 ci-dessous.

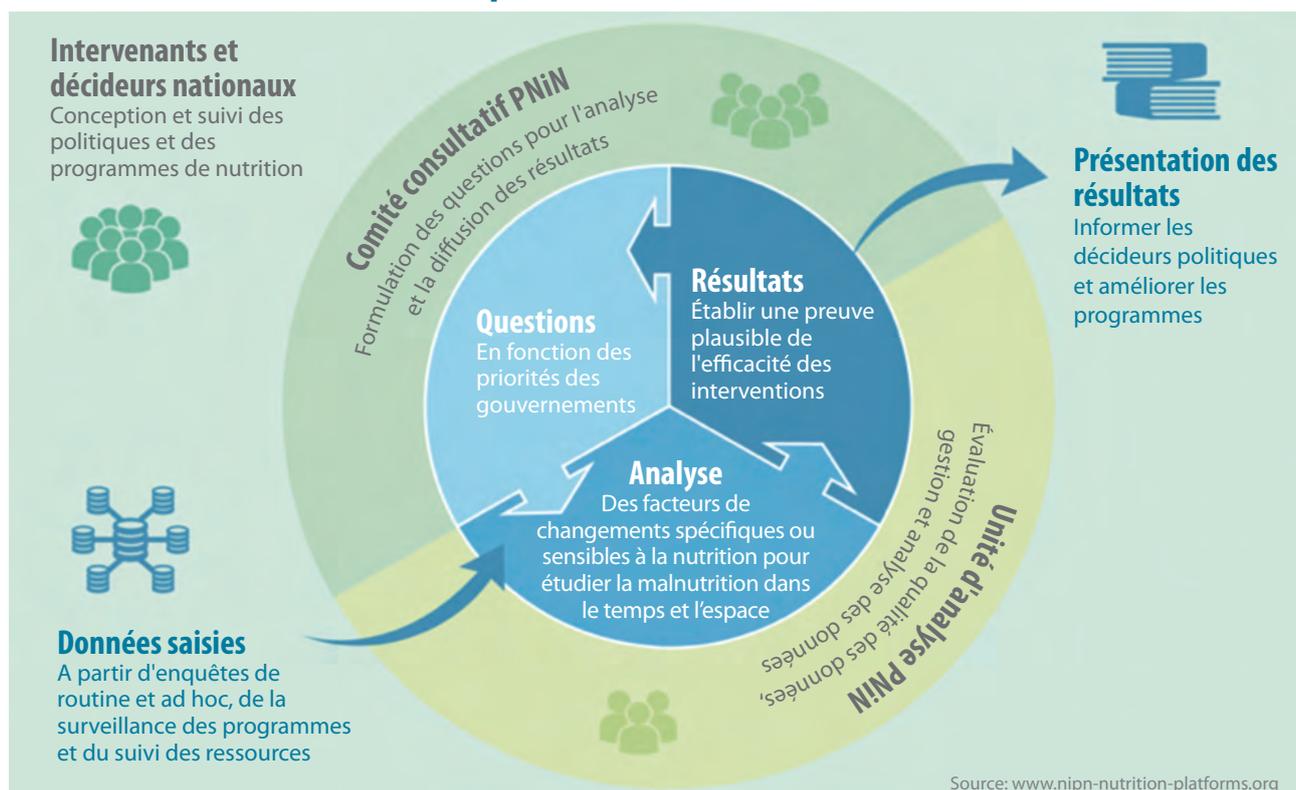
Les principes directeurs qui sous-tendent le projet sont les suivants :

- Chaque PNiN appartient à un pays, de sorte que la conception de la plate-forme d'information et l'analyse des données sont intégrées aux structures nationales ;
- Le PNiN s'appuie sur ce qui existe en faisant le meilleur usage de l'information actuelle ;
- Il ajoute de la valeur en menant à bien d'autres initiatives ;
- Il renforce la capacité, et il permet donc le développement des compétences nécessaires au sein du gouvernement pour atteindre ses objectifs.

Un centre de soutien mondial (GSF) a été mis en place pour aider les pays et pour coordonner le soutien technique et le renforcement des capacités requis. Un groupe consultatif d'experts a également été constitué pour fournir des conseils généraux et techniques tout au long du projet. L'initiative est soutenue par l'Union européenne, le Département britannique pour le développement international et la Fondation Bill et Melinda Gates.

Pour en savoir plus, visitez le www.nipn-nutrition-platforms.org

Schéma 1 PNiN modèle conceptuel



Maladies non transmissibles : La prochaine pandémie

On en parle comme de la prochaine pandémie : l'augmentation incessante des maladies non transmissibles (MNT) dans les pays en développement. Aussi connu sous le nom de maladies chroniques liées à la nutrition, les maladies non transmissibles comme les maladies cardiovasculaires, l'hypertension, le diabète de type 2 et le cancer représentent maintenant plus de la moitié à la charge de morbidité globale dans les pays à revenu intermédiaire et près d'un tiers dans les pays à faible revenu, les maladies cardiovasculaires étant les plus communes. Le fardeau de la maladie a augmenté de près de 30 % entre 2000 et 2015, touchant plus de jeunes personnes que dans les pays riches.

Un récent rapport de l'Economist Intelligence Unit (EIU) met en évidence les énormes coûts sociaux et économiques des maladies non transmissibles pour les pays en développement. Ce sont principalement les systèmes de santé existants mis en place pour traiter les maladies infectieuses et améliorer la santé infantile et maternelle qui sont touchés. Il existe maintenant un besoin urgent d'inclure la prévention et la gestion des maladies chroniques dans ces systèmes.

Comme le souligne le rapport, les pays en développement connaissent déjà de graves difficultés financières pour les soins de santé en général. Les dépenses courantes actuelles en santé par habitant sont inférieures à 1 % dans les pays à faible revenu et à 2 % dans les pays à revenu intermédiaire, et seulement une infime portion de l'aide au développement est allouée aux maladies non transmissibles.

Quels sont les éléments responsables la forte augmentation des maladies non transmissibles dans les pays en développement ? Évidemment, ils sont nombreux. Ce sont les mêmes facteurs qui touchent les populations des pays à revenu élevé : les changements dans l'urbanisation et le style de vie, comme les emplois de plus en plus sédentaires, l'utilisation grandissante du transport motorisé et la diminution de l'activité physique. Les pays en soit-disant transition nutritionnelle assistent à une augmentation des aliments transformés à mesure que les aliments sains deviennent plus chers que la malbouffe hypercalorique. Pourtant, l'enquête mondiale de l'OMS en 2015 sur les capacités nationales de prévention et de contrôle des maladies non transmissibles conclut que, mondialement, moins de 41 % des pays étudiés (peu importe leur niveau de développement) ont adopté une stratégie opérationnelle et multisectorielle de gestion des MNT.

Le rapport de l'EIU conclut que les innovations technologiques et organisationnelles, tels que les programmes de prévention pour les patients et les soignants, sont indispensables afin d'empêcher le fardeau croissant des maladies non transmissibles d'entraver les progrès réalisés depuis le début du siècle.

Références

L'Economist Intelligence Unit. *La prochaine pandémie ? Les maladies non transmissibles dans les pays en développement*. Londres, Royaume-Uni. <http://accessaccelerated.economist.com/reports/thenextpandemic/>

Organisation mondiale de la santé *Évaluer les capacités nationales pour la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles*. Étude mondiale (2015) <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/246223/1/9789241565363-fra?ua=1>



en-net

Discussion en-net

Une ressource libre et ouverte, disponible en anglais et en français, les utilisateurs en ligne aident les praticiens à accéder à des conseils techniques rapides pour les défis opérationnels pour lesquels les réponses ne sont pas facilement accessibles. Voici quelques discussions récentes générées au niveau des pays sur en-net et qui peuvent intéresser les lecteurs NEX :

- Une question a été soulevée au sujet des recherches disponibles sur la résilience dans le contexte du changement climatique et de la nutrition dans les communautés non agricoles, comme les bidonvilles urbains, où la nutrition est fortement influencée par la pauvreté, l'assainissement médiocre et le manque de possibilités d'emploi (www.en-net.org/question/2858.aspx).
- Une discussion sur la sélection et la promotion de cultures nutritives appropriées dans une communauté qui a été soutenue par un nouveau système d'irrigation dans l'est de l'Ouganda (www.en-net.org/question/2872.aspx) a permis de confirmer la valeur des ressources de la FAO et le projet FANTA.

- Une autre question posée a permis d'explorer les meilleurs moyens d'encourager l'implication du secteur privé dans l'enrichissement des aliments et le développement de produits nutritionnels, et de partager des renseignements sur l'intérêt des donateurs pour ces approches (www.en-net.org/question/2834.aspx).

La section de prévention du retard de croissance de en-net contient également des questions et des commentaires très intéressants. On y trouve entre autres des discussions sur l'importance ou non de faire du retard de croissance une priorité pour les programmes humanitaires, de l'assise factuelle pour la prévention des retards de croissance pour les moins de 24 mois et des indicateurs substitutifs appropriés pour les interventions préventives (www.en-net.org/question/2784.aspx).

Il y a eu également beaucoup de discussions concernant la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë, avec des questions soulevées par le personnel du gouvernement national sur l'accès et la couverture. L'expert en-net dans ce domaine technique donne des conseils que l'on peut consulter ici : www.en-net.org/question/2886.aspx.

Il suffit de suivre les liens vers les forums publics. Pour poser des questions ou partager vos expériences, allez au www.en-net.org ou au fr.en-net.org.

L'état de la malnutrition sévère

Dans le monde, quelque 108 millions de personnes auraient été confrontées à une crise alimentaire en 2016, soit une hausse de 35 % par rapport à près de 80 millions en 2015. Le lancement d'un nouveau site Web, l'état de la malnutrition sévère, arrive donc à point nommé. Le site offre un aperçu complet de toutes les ressources qualitatives et quantitatives sur la malnutrition aiguë (formes sévères et modérées incluses).

Le site a été créé dans le cadre de l'initiative « No Wasted Lives », un partenariat entre l'UNICEF, Action contre la faim, la fondation du fonds d'investissement de l'enfant, la Commission européenne et le département britannique pour le développement international. L'initiative vise à doubler le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère à bénéficier d'un traitement, le faisant passer de 3,2 millions (UNICEF 2014) à 6 millions par an d'ici à 2020.

La nouvelle ressource en ligne associe des articles et des lignes directrices de l'ancien site du Forum sur la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë, et de l'information tirée du champ d'évaluations et des données de l'UNICEF. Ces données présentent un aperçu de la malnutrition aiguë dans le monde et par pays. Le site Web vise à relier les discussions sur la malnutrition à des débats plus larges sur la santé publique et la survie de l'enfant, met en évidence les progrès réalisés à l'échelle mondiale sur la couverture des traitements et fournit un aperçu mondial et

national des résultats des traitements de la malnutrition. (Il existe actuellement une pénurie de données sur le traitement strictement préventif). Sur le site, les données et les documents sont regroupés sous les thèmes suivants :

- **Environnement favorable** : comprend des documents d'orientation et stratégiques ainsi que des remarques et des informations sur le financement ;
- **Approvisionnement** : comprend des données sur les produits et les traitements médicamenteux de routine, les ressources humaines, la couverture géographique et la mobilisation communautaire ;
- **Demande** : comprend des données quantitatives sur le problème de la malnutrition aiguë, la nutrition et l'infection (y compris le paludisme et le VIH), ainsi que les comportements sains ; et
- **Qualité** : comprend des données sur les admissions des patients en vue d'un traitement et leur sortie, la couverture du traitement, les estimations de vies sauvées et le rapport coût-efficacité.

Le site Web offre également une vue d'ensemble des recherches actuelles sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë, en plus de mettre en évidence les domaines d'innovations et les événements à venir. Dans le cadre du développement continu de notre site Web, les personnes sont invitées à participer aux discussions sur les données ou proposer des ressources et des événements. Pour en savoir plus, consultez www.severemalnutrition.org

Un rôle nouveau pour l'UNSCN

Le paysage nutritionnel mondial a connu de grands changements, en particulier au cours des cinq dernières années. Des initiatives telles que le mouvement de renforcement de la nutrition (SUN), Nutrition for Growth (N4G), le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) de même que de multiples initiatives du secteur privé ont émergé, tandis que des acteurs en place ont dû réévaluer leur position pour tenir compte de la modification du paysage. L'un d'entre eux est le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN) créé il y a environ 40 ans à la suite des crises alimentaires des années 1970 à la demande de la Conférence mondiale sur l'alimentation.

Le Comité compte des représentants de cinq agences des Nations Unies (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS), son mandat étant explicitement axé sur la nutrition ; d'autres organismes des Nations Unies engagés dans la nutrition peuvent aussi y prendre part. Le rôle de l'UNSCN est devenu moins clair depuis que d'autres acteurs ont réorganisé et repositionné leurs activités vers la nutrition. Le paysage nutritionnel est donc devenu plus complexe et plus actif. On a donc demandé au Comité de donner un nouveau souffle au travail commun des agences de l'ONU et de produire plus de synergie et d'impact.

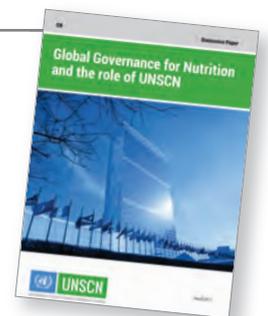
Le récent document de travail de l'UNSCN sur la gouvernance mondiale de la nutrition décrit l'état de la situation dans le

paysage nutritionnel et les modalités de gouvernance. Il offre aussi un aperçu des principaux acteurs (publics et privés) qui dirigent les efforts en matière de nutrition à l'échelle mondiale.

Le document conclut que, comme le « centre nerveux stratégique » de l'ONU s'est concentré sur la cohérence des politiques mondiales, le Comité devrait adopter des rôles clés dans trois aspects : l'amélioration de la cohérence, en assurant la liaison entre les différents acteurs du monde de la nutrition pour aider les gouvernements à adopter des mesures multisectorielles à l'échelle nationale; l'intendance, qui permettra d'établir la légitimité politique et d'augmenter la pression pour que l'attention accordée à la nutrition augmente à tous les paliers du système des Nations Unies; et les éléments probants et la responsabilité, par exemple en renforçant ses liens avec le GNR et en fournissant plus qu'un « guichet unique » pour la publication de faits récents en ligne.

Il est intéressant de noter l'accent mis dans le rapport sur la « mise en commun des expériences et des leçons à un niveau national » en tant qu'élément d'un « système d'apprentissage adaptatif ». Ce sentiment est au cœur même de la collaboration entre l'ENN et le Mouvement SUN, et Nutrition Exchange est l'un de ses véhicules.

Pour plus d'information, consultez www.unscn.org





Shamba Chef: Préparer une tempête nutritive au Kenya



Titus Mung'ou est un consultant en plaidoyer et en communications au Kenya avec plus de 15 ans d'expérience dans les secteurs humanitaires de la santé et de la nutrition. Il est titulaire d'une maîtrise en communication de l'Université de Nairobi.

S*hamba Shape Up* est une série de télé-réalité qui encourage les meilleures pratiques agricoles en Afrique de l'Est avec un public hebdomadaire de plus de deux millions de foyers provenant du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie. Les téléspectateurs regardent des cas réels dans les fermes (*shambas*), où des sujets tels que les problèmes de bétail et la fertilité des sols sont abordés. Les experts techniques visitent chaque semaine une ferme différente pour faire des recommandations raisonnables. Dans son sillage, on découvre maintenant, *Shamba Chef*, une nouvelle série télévisée visant à améliorer la nutrition et à promouvoir des fourneaux plus propres et plus efficaces. Lors de la visite des fermes pour *Shamba Shape Up*, l'équipe de Mediae Company (producteurs des deux programmes) a remarqué la présence marquée de fumée dans les cuisines domestiques et un certain nombre d'agriculteurs présentant des problèmes oculaires et pulmonaires. L'idée d'améliorer les fourneaux et les cuisines est née et, par le fait même, celle de lier la nutrition aux pratiques agricoles.

Le public cible de *Shamba Chef* est composé de femmes rurales et périurbaines. Les hommes sont quant à eux une cible secondaire importante car ils sont souvent les décideurs dans l'allocation des ressources du ménage. *Shamba Chef* se concentrera sur la promotion de fourneaux propres et sur les problèmes plus vastes associés à la cuisson : la culture, la préparation et le stockage des aliments, qui améliorent l'état nutritionnel, et la façon de préparer des repas savoureux et nutritifs.

Une équipe de chefs, de nutritionnistes et d'agronomes voyage au Kenya et visite les familles dans leurs foyers. Ils veulent savoir quels outils et quels combustibles sont utilisés par les familles pour cuisiner, ce qu'ils cultivent dans leurs jardins, ce qu'ils mangent et ce qui est disponible dans les marchés locaux. L'équipe met alors en évidence tout problème dans le régime alimentaire de la famille et travaille

avec eux pour sélectionner des ingrédients nutritifs qui proviennent de leur ferme ou des marchés locaux. Ils montrent ensuite comment cuisiner de délicieux repas et ils donnent des conseils simples sur l'hygiène alimentaire. Comme avec *Shamba Shape Up*, l'accent est mis sur le caractère abordable des solutions proposées – dans ce cas, pour améliorer les moyens de cuisson- et pour avoir des techniques plus propres, moins chères et plus efficaces.

Il existe un besoin pressant pour des options de combustibles plus propres et plus efficaces pour faire la cuisine au Kenya. En effet, 84 % de la population utilisent des combustibles solides pour faire la cuisine et on compte environ 15 000 décès chaque année attribués à la pollution de l'air domestique. Ce programme offre des conseils sur des solutions abordables de fourneaux, y compris des conseils financiers pour obtenir des fourneaux avec des prêts spéciaux accordés par des institutions financières telles que la Kenya Union of Savings & Credit Co-operatives et la Kenya Women Microfinance Bank.

Certains épisodes présentent des compétitions ou des concours de cuisine entre voisins auxquels participent de célèbres chefs kenyans et où est illustrée la diversité des préférences culturelles en matière d'alimentation dans différentes régions du pays. Les plats sont inspirés de recettes locales et sont réalisés à partir d'ingrédients disponibles localement ; des spécialistes en nutrition donnent des compléments d'information sur les bienfaits d'un régime alimentaire équilibré. Le gagnant du concours et la famille présentée dans l'émission reçoivent tous deux un fourneau amélioré.

Shamba Chef est diffusée en anglais et en swahili. Un centre d'appels pour téléphone portable fournit des conseils en nutrition toutes les semaines ; des recettes sont disponibles à l'adresse www.shambachef.com.

Cuisines communautaires au Liban : Cuisiner ensemble pour rester en bonne santé



Joyce Barakat est la coordinatrice du programme de sécurité alimentaire pour l'International Orthodox Christian Charities au Liban. Elle est titulaire d'un BSc en Biologie et Études pré-médicales de l'université libano-américaine.

Introduction

On sait que l'aide alimentaire est l'intervention la plus rapide dans toutes les situations d'urgence. Après le début de la crise syrienne en 2011 et l'afflux de réfugiés arrivant au Liban, l'International Orthodox Christian Charities (IOCC) a commencé à distribuer des colis de nourritures aux réfugiés les plus vulnérables du Liban grâce au financement fourni par l'agence allemande Diakonie Katastrophenhilfe.

Au bout de deux ans, l'IOCC et l'université américaine de Beyrouth (UAB) ont essayé de faire évoluer la programmation de l'aide alimentaire de la distribution de colis alimentaires vers celle de denrées à plus haute valeur nutritionnelle. L'objectif consistait à contribuer à améliorer la diversité du régime alimentaire des bénéficiaires, ainsi que leur sécurité alimentaire, en améliorant le score de consommation alimentaire et en rendant les aliments plus disponibles et accessibles. Pour y parvenir, on a opté pour la distribution de repas chauds grâce à la création de cuisines communautaires dans les zones accueillant la plus grande concentration de syriens vivant parmi des populations libanaises défavorisées, notamment dans la plaine de la Bekaa au nord du Liban.

L'IOCC cible actuellement 700 familles (4 200 personnes) dont le droit à bénéficier de l'aide alimentaire, dispensée au moyen de quatre cuisines communautaires, a été reconnu après avoir constaté qu'elles présentaient une insécurité alimentaire, allant de moyenne à sévère, et un faible score de consommation alimentaire.

Mise en place de la première cuisine

La première cuisine communautaire a été créée dans le nord du Liban, en 2014, à l'intention des syriens déplacés et des libanais défavorisés. L'IOCC avait identifié un groupe de femmes libanaises en zone rurale qui s'occupaient déjà de cuisiner pour les personnes âgées et elle leur a demandé d'étendre leur activité en créant la première cuisine communautaire. Mise en place de la cuisine étape par étape :

1. Recrutement de femmes syriennes (chefs de famille pour la plupart) rejoignant l'équipe de cuisinières aux côtés des participantes libanaises. Ce programme offre l'avantage supplémentaire d'être centré sur la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes défavorisées, les hommes s'occupant, eux, des activités du projet relatives au transport et à la livraison des repas.
2. Élaboration et choix de recettes adaptées sur le plan culturel et nutritionnel (les spécialités syriennes et

- libanaises sont très similaires) et mise en place d'un cycle de menus ;
3. Standardisation des recettes et formation à leur réalisation ;
4. Formation et renforcement des capacités en matière d'hygiène et des règles sanitaires des aliments et, également, de gestion d'entreprise et d'entrepreneuriat.

L'IOCC a rénové et équipé la cuisine préexistante en la mettant aux normes sanitaires là où il le fallait et l'UAB a assuré la formation technique de l'équipe de cuisinières en matière d'hygiène alimentaire et d'élaboration de menus. L'équipe de cuisinières a préparé des repas traditionnels, à la fois bons et équilibrés, trois fois par semaine, en plus de fournir deux rations de pain et des produits frais en accompagnement. Au total, 8 400 repas chauds sont servis tous les mois.

La surveillance étroite dont ce projet a fait l'objet au quotidien a permis aux bénéficiaires de diversifier leur régime alimentaire et, donc, de présenter de meilleurs scores de consommation alimentaire. Ces données ont été enregistrées au moyen d'un suivi effectué après la distribution et de groupes de discussion. Les familles ont également rapporté avoir retiré un bénéfice des séances de sensibilisation, en particulier celles portant sur la conservation des aliments et sur de bonnes habitudes alimentaires.

Il semblerait également que faire participer des femmes, à la fois syriennes et libanaises, à la même activité ait eu l'avantage supplémentaire de renforcer la cohésion sociale et de réduire les tensions. Selon les participantes syriennes, le projet leur a non seulement permis de gagner un peu d'argent (les équipes de cuisine sont rémunérées), mais leur a également donné l'occasion de se faire des amies et de réduire l'impact psychologique de la crise.

Vers un projet durable à plus grande portée

Depuis l'installation de la première cuisine, l'IOCC a reproduit le modèle de cuisine communautaire en collaboration avec trois autres partenaires. Ces cuisines sont exploitées par des coopératives féminines ou par des organisations locales qui menaient des activités similaires avant la mise en place des cuisines.

L'IOCC fait fonctionner les cuisines communautaires au Liban depuis fin 2012 et étudie avec ses partenaires comment étendre le modèle de la cuisine communautaire pour en faire une entreprise durable et indépendante. Un plan d'activité détaillé,

mettant l'accent sur l'entrepreneuriat féminin en particulier, est en cours d'élaboration pour chacune des cuisines communautaires. Ces plans comprennent : un élargissement du champ d'action des cuisines communautaires grâce à une collaboration avec les traiteurs de petite et moyenne taille ; la création de potagers dans les cuisines et les écoles ; la vente de goûters bons pour la santé dans les écoles privées, dont le produit servira à nourrir d'autres enfants.

Le ministère des Affaires sociales attache de l'importance à ce projet et s'est montré soucieux d'investir pour que ce modèle soit reproduit dans d'autres zones défavorisées du Liban.

Coûts et autres difficultés

Le coût du projet est estimé à environ 10 \$ par repas, soit 30 \$ par semaine et par famille pour trois repas (suffisants pour six personnes par foyer en moyenne). Un repas d'une valeur de 10 \$ couvre les besoins des personnes les plus vulnérables au Liban, tout en réduisant leurs dépenses en ustensiles de cuisine, en combustible et autres frais.

Les colis alimentaires mensuels, qui étaient auparavant distribués par l'intermédiaire de l'IOCC ou de différents partenaires œuvrant dans le secteur de la sécurité alimentaire, coûtent environ 35 \$, ce qui pourrait paraître meilleur marché qu'un repas chaud évalué à 30 \$ par semaine, mais c'est oublier que les familles, hébergées sous

des tentes dans des camps informels, doivent faire cuire ces aliments, entraînant des frais supplémentaires et posant un risque d'accident domestique.

Résumé

Ce projet pluridimensionnel fournit des repas chauds aux bénéficiaires, tout en mettant à leur portée d'autres avantages : génération de revenus, cohésion sociale et éducation nutritionnelle. Les participantes ont accès à une expertise technique et à une source de revenu potentiel, situation qui leur donne le sentiment d'être indépendantes et maîtresses de leur destin. À la question « Qu'avez-vous appris au cours de ce projet ? », une Syrienne a répondu : « Je sais maintenant comment composer des repas équilibrés et comment varier l'alimentation de ma famille, ce qui leur permettra d'être en meilleure santé et de réduire les carences en vitamines dont ils souffrent. » Une cuisinière libanaise a, elle, commenté : « J'ai appris à reconnaître les différents types de matières grasses et commencé à cuisiner plus léger chez moi, » avant d'ajouter en riant « Les plats bons pour la santé peuvent également avoir bon goût ! »



Ecouter un entretien avec les auteurs sur la chaîne Podcast de l'ENN :

<http://www.enonline.net/mediahub/communitykitchensLebanon>



Collations santé et éducation à la nutrition : L'alimentation scolaire dans les écoles publiques du Liban



Nanor Karagueuzian est directrice de projet pour les repas scolaires et la nutrition en milieu scolaire à l'International Orthodox Christian Charities (IOCC), au Liban. Elle est titulaire d'un BSc en Biologie et d'un BSc en Nutrition.

Contexte

L'afflux au Liban d'un million de réfugiés syriens depuis 2011 a sérieusement mis sous pression les services publics du pays, notamment le secteur de l'éducation. Les réfugiés représentent maintenant environ 25 % de la population libanaise et, bien que des places aient été créées dans les écoles et soient accessibles aux réfugiés syriens, la fréquentation reste faible. En réponse, les écoles publiques ont commencé à mettre en place un système de classes alternées pour les enfants des réfugiés syriens inscrits dans les écoles publiques officielles. Actuellement, 330 écoles publiques fonctionnent avec un système de classes alternées pour l'année scolaire 2016-2017.

Cependant, selon de récentes évaluations, 47 % des enfants syriens âgés de 6 à 14 et 84 % des 15-17 ans sont déscolarisés, exclus de l'enseignement et à risque d'être exploités pour

travailler. On a identifié différents obstacles empêchant l'accès à l'école, y compris le budget limité des familles.

Pourquoi des repas scolaires ?

De 2001 à 2008, l'International Orthodox Christian Charities (IOCC) a mené des activités centrées sur les repas scolaires, au Liban, auprès de 45 000 enfants scolarisés dans 243 écoles publiques. Ce programme offrait un goûter composé d'un sandwich ou d'un muffin enrichi accompagné de lait ou de jus de fruit, ainsi que d'une éducation à la nutrition. L'expérience de l'IOCC concernant les programmes de repas scolaires a montré que de telles interventions contribuaient à garantir l'inscription des enfants à l'école assortie d'une fréquentation régulière, car les parents ont un intérêt à les envoyer ; c'est particulièrement important dans le contexte de la crise des réfugiés syriens. Des programmes de repas

scolaires bien conçus et mis en œuvre de façon efficace contribuent également à soulager la faim à court terme et, donc, à favoriser la concentration et les résultats scolaires. En outre, les programmes de repas scolaires peuvent compenser des carences spécifiques en micronutriments, tels que les carences en iode et en fer, qui altèrent directement les facultés intellectuelles ; ils peuvent également contribuer à l'amélioration des habitudes alimentaires grâce à la distribution de goûters bons pour la santé et à une éducation sur l'alimentation saine.

Malnutrition infantile : un double fardeau au Liban

Un double fardeau, lié à des problèmes de nutrition, pèse tant sur les enfants libanais que syrien, notamment le surpoids/l'obésité et la sous-nutrition associés à des carences en micronutriments et des retards de croissance. Les groupes vulnérables, dont les déplacés syriens et les réfugiés palestiniens, et les libanais issus de groupes démographiques défavorisés voient leur situation alimentaire se dégrader depuis 2013 en raison du prolongement de la crise syrienne. Des retards de croissance touchant les enfants de moins de cinq ans ont été signalés chez 23 % des enfants libanais appartenant à des familles souffrant d'insécurité alimentaire (Ghattas et al., 2014) et 20 % des enfants syriens (Hossain et al., 2016). À l'inverse, une récente étude (Daher et al., 2016), menée à Akkar, a montré que 37 % des enfants libanais d'âge scolaire et 17 % des enfants de réfugiés syriens sont en surpoids. En règle générale, l'obésité chez les enfants a tendance à augmenter et même à doubler.

Nouveau projet pilote de repas scolaires

En 2016, grâce à une aide financière fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'IOCC a commencé à mettre en œuvre un projet pilote de repas scolaires dans 22 écoles primaires et collèges publics, dans tout le Liban, visant à distribuer quotidiennement 10 000 goûters à des élèves libanais ou réfugiés syriens. Le projet, dans sa conception, visait à améliorer l'accès à l'école et la rétention des élèves, ainsi que le statut nutritionnel des enfants (ce dernier n'a cependant pas été mesuré). Le programme de repas scolaires distribue du pain et des gâteaux, tels que des petits pains au thym et des muffins aux amandes, des fruits, du lait et des jus de fruits, aliments qui contribuent à l'apport en macro et micronutriments essentiels. En outre, une éducation à la nutrition est dispensée à raison d'une séance de classe de 40 minutes tous les mois pour chaque niveau. Ces séances sont animées par des agents de terrain de l'IOCC et l'éducateur sanitaire de l'école qui utilisent du matériel pédagogique, élaboré en collaboration avec le PAM. Les séances varient en fonction de l'âge des enfants, mais suivent toutes la même thématique : les élèves sont familiarisés aux différentes questions, telles que les groupes d'aliments, les bénéfices apportés par la consommation de fruits et légumes, l'importance de l'activité physique et du petit déjeuner, etc. Les séances de sensibilisation ont contribué à améliorer les connaissances des élèves, comme en témoignent les tests réalisés avant et après, et, finalement, à une augmentation de la consommation du lait et des goûters distribués. Ce programme comprenait également des séances sur l'alimentation saine à l'intention des parents.

Goûters bons pour la santé et alimentation saine

Le personnel de l'IOCC (éducateurs nutritionnels) a assuré un suivi quotidien et régulier de la distribution et de la

Rana Hage/IOCC Communications and Reporting Officer



consommation des goûters, dans les écoles. Le PAM et le ministère de l'Éducation en étaient tenus informés. Ils ont remarqué que les élèves étaient désormais plus conscients de l'importance de manger des goûters bons pour la santé à l'école. Bien que certains élèves continuent à acheter des aliments mauvais pour la santé à la boutique de l'école, d'autres apportent de chez eux des goûters plus sains, tels que des fruits et des crudités. Les éducateurs nutritionnels de l'IOCC avait constaté que la plupart des élèves ayant classe l'après-midi (dans les écoles participant au projet) n'achètent pas de nourriture à la cantine quand on leur distribue un fruit ou du lait pour le goûter. Des groupes de discussion regroupant parents et élèves ont indiqué que les parents préféraient recevoir de l'argent plutôt que de la nourriture, cependant, un nombre important de parents ont confié compter sur le goûter distribué à leur enfant et ne plus envoyer leur enfant à l'école avec de la nourriture de façon à employer cet argent pour d'autres besoins.

Continuité et durabilité du programme

Compte tenu de son succès, le programme de repas scolaires a été continué : jusqu'à 17 000 élèves reçoivent du lait et des fruits, dans environ 40 écoles publiques, partout au Liban en 2017. Le PAM s'occupe de l'achat des fruits et du lait, assure la livraison des goûters aux écoles, tandis que les éducateurs de l'IOCC mènent des séances d'éducation à la nutrition auprès des élèves de tous âges, dans la totalité des 40 écoles publiques sélectionnées. Ce programme comprendra un camp de vacances où les enfants auront l'occasion de consolider les principes essentiels d'une alimentation saine. On réfléchit également beaucoup à l'intégration de messages nutritionnels au programme d'enseignement en vigueur ; à cette fin, l'IOCC en collaboration avec le PAM examine actuellement les bonnes pratiques en matière d'éducation nutritionnelle ainsi que le matériel pédagogique en usage.

La durabilité du programme dépend, dans une certaine mesure, à maintenir la distribution des collations et de la capacité des écoles à administrer les messages nutritionnels. Le coût actuel par enfant et par jour pour fournir des collations scolaires et une éducation est d'environ 1 \$ US, et le programme est considéré comme extrêmement bénéfique par le ministère de l'Éducation.

En raison du manque de financement et de la configuration globale de l'aide, il est nécessaire de diversifier les sources de financement afin de garantir la viabilité de cette initiative.

Défis et enseignements tirés

Le principal défi réside à mesurer l'impact nutritionnel du programme car des indicateurs tels que l'anémie ne sont pas inclus, bien que certaines mesures anthropométriques soient prises par le ministère de l'Éducation. En revanche, des indicateurs tels que l'inscription et la fréquentation sont enregistrés, en dépit de la dynamique de présence avec des nombres en constant changements en raison du manque de délais en matière d'inscriptions et d'abandons scolaires.

Un autre défi consiste à garantir la durabilité du programme, notamment en ce qui concerne les prestations des repas et l'éducation nutritionnelle. Compte tenu de l'expérience acquise par IOCC il y a dix ans dans les mêmes écoles, il est nécessaire de maintenir la mémoire institutionnelle de ce qui a bien fonctionné et d'identifier les défis restants. Afin de maintenir une alimentation saine dans les écoles, les efforts doivent également se concentrer sur l'amélioration de la

qualité des repas et des collations dans les écoles, qui sont, pour la plupart, riches en sucres et en matières grasses. Il y a eu une tentative récente d'améliorer la qualité de ces collations par voie législative, néanmoins, les étapes de sa mise en application peinent encore à venir.

Références

Daher S, Naja F, Hwalla N, Alameddine M & Jomaa L. (2016). *Situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des réfugiés syriens et de leurs communautés hôtes au Liban : le cas d'Akkar*.

Ghattas H, Sahyoun N, Sassine A, Barbour J, Seyfert K, Hwalla N & Nord M. (2014). *L'insécurité alimentaire des ménages est associée au retard de croissance chez les populations vulnérables au Liban* (1014,3). *The FASEB Journal*, 28 (1 supplément), 1014-3.

Hossain SM, Leidman E, Kingori J, Al Harun A & Bilukha OO. (2016). *Situation nutritionnelle chez les réfugiés syriens hébergés en Irak, en Jordanie et au Liban : enquêtes transversales*. *Conflit et santé*, 10 (1), 26.

Lutter contre le surpoids et l'obésité en Équateur : Politiques et stratégies de prévention



(De gauche à droite) **Angélica Ochoa-Avilés** est professeur / chercheur au sein de la division nutrition et santé du département des biosciences de l'Université de Cuenca, en Équateur.

Gabriela Rivas-Mariño est la coordinatrice de la division nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du ministère équatorien de la santé publique.

Roosmarijn Verstraeten est consultante indépendante en nutrition et collabore avec le département de la sécurité et la qualité des aliments à l'université Ghent, Belgique.

Nutrition et santé de l'enfant et de l'adolescent en Équateur

L'Équateur est un pays des Andes à revenus moyens supérieurs de 16,5 millions d'habitants et dont l'espérance de vie est de 76 ans. On estime que 63 % de la population vit dans les zones urbaines, 72 % sont des « métis » (d'ascendance espagnole et autochtone) et 7 % sont des autochtones. Au cours des dix dernières années, l'Équateur a connu un taux plus élevé de maladies non transmissibles (MNT) telles que le diabète, l'hypertension, l'accident vasculaire cérébral, les cardiopathies ischémiques et la pneumonie, qui sont aujourd'hui les principales causes de décès (Institut National de Estadísticas et Censos, 2013). Le surpoids et l'obésité sont largement répandus dans tous les groupes d'âge (8,6 % des enfants de moins de cinq ans ; 29,9 %

des enfants scolarisés ; 26 % des adolescents et 62,8 % des adultes) (Freire et al., 2013).

En outre, environ 13 % des ménages sont composés d'une mère en surpoids ou obèse et d'un enfant de moins de cinq ans ayant un retard de croissance, ce qui montre comment le double problème de la malnutrition et du surpoids peut coexister dans un même ménage. Plus inquiétant encore, le retard de croissance et l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans sont respectivement de 25,3 % et 25,7 %. Ces deux pathologies sont plus élevées chez les groupes autochtones (respectivement 42,3 % et 40,5 %) (Freire et al., 2013). L'allaitement maternel exclusif concerne seulement 43,8 % des enfants de moins de six mois; ce nombre diminue chez les femmes dans les groupes à revenus plus élevés (31,9 %) ainsi que celles ayant acquis un niveau d'enseignement supérieur (29,2 %) (Freire et al., 2013).

En réponse à ces problèmes de santé publique, le gouvernement équatorien a adopté un programme national de nutrition qui vise à atteindre les objectifs suivants d'ici 2025 : éradiquer le retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans, atteindre un taux d'allaitement maternel exclusif de 64 % pour les nourrissons au cours des six premiers mois de vie ; diminuer la prévalence de l'obésité et du surpoids chez les enfants âgés entre 5 et 11 ans à 26 %. Cet article décrit les stratégies qui ont été mises en œuvre pour réduire l'augmentation croissante de l'obésité chez les enfants d'âge scolaire.

Réglementations de l'étiquetage alimentaire

Une stratégie essentielle dans la lutte contre l'obésité est celle de la mise en œuvre d'un étiquetage signalétique sur les produits alimentaires transformés et sur les boissons. Cette méthode s'applique à tous les aliments pré-emballés, transformés et contenant des matières grasses, du sucre ou du sel artificiellement ajoutés, fabriqués au niveau local ou international et vendus en Équateur. Les étiquettes classifient les aliments transformés comme ayant une teneur totale faible, moyenne ou élevée en matière grasse, en sucre et en sel, comme décrit dans le Tableau 1. L'étiquette est un moyen simple et utile qui peut aider les gens à choisir ce qu'ils achètent et consomment. Une analyse a montré que les enfants et les adolescents concernés par les questions de santé ainsi que les femmes adultes accordent davantage d'attention à l'étiquetage lors de la sélection des produits (Freire et al., 2016). De plus, la population a ajusté ses comportements alimentaires en réponse à une étiquette rouge, avec des baisses signalées, par exemple, dans la fréquence et la consommation de ces aliments. Les gens s'orientent de préférence vers les aliments avec des étiquettes jaunes et vertes ainsi que vers les aliments et les boissons naturels tels que les fruits, les légumes et l'eau (Freire et al., 2016).

Très important pour l'Équateur, la réglementation sur l'étiquetage signalétique a été reconnue par le Conseil de la 55^{ème} directive de l'Organisation panaméricaine de la santé comme étant un succès dans le domaine de la santé publique dans la région et a reçu l'appui de plusieurs organisations, notamment l'Alliance MNT (Alliance des maladies non transmissibles) et la Coalition Latino-américaine pour la santé et le Fonds mondial de recherche sur le cancer.

Réglementation des comptoirs à collation en milieu scolaire

En avril 2014, le Ministère de la santé a promulgué un accord

Nima Yeghmaei



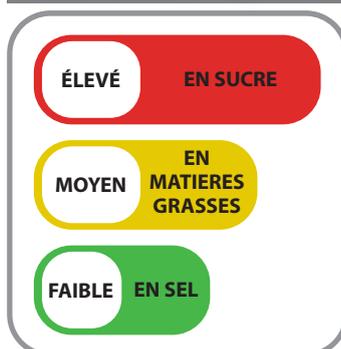
Un marché rural avec une grande variété denourritures en Équateur

visant à réglementer le fonctionnement des comptoirs à collation en milieu scolaire, en créant des comités de réglementation au niveau national et local afin de protéger la santé des écoliers. Pour éviter d'éventuels conflits d'intérêt, l'industrie alimentaire ne fait pas partie de ces comités de réglementation. Ceci afin de contrer la pression constante exercée par l'industrie alimentaire pour bloquer la mise en œuvre de l'accord. La réglementation interdit la vente de : (i) tout produit à teneur élevée en sucre, en sel ou en matières grasses (avec un label rouge), (ii) les produits contenant des édulcorants artificiels et de la caféine, et (iii) enfin les boissons énergisantes. De plus, les comptoirs à collation sont tenus de proposer à la vente des fruits et des légumes et d'offrir gratuitement de l'eau potable. Selon les rapports nationaux du Ministère de la Santé en 2016, 70 % des écoles se soumettent aux interdictions relatives aux labels rouges et 95 % se soumettent à l'obligation de vendre des fruits et des légumes. Une analyse plus approfondie de la stratégie est prévue en 2017.

Cours d'activité physique et taxes alimentaires

Depuis 2014, en parallèle avec la réglementation sur les comptoirs à collation en milieu scolaire, le Ministère de l'éducation a prescrit une augmentation des cours d'activité

Tableau 1 Signalisation - Etiquetage alimentaire



	Faible teneur (étiquette verte)	Teneur moyenne (étiquette jaune)	Teneur élevée (étiquette rouge)
Teneur totale en matière grasse	≤ 3g / 100g	> 3g et < 20g / 100g	≥ 20g / 100g
Sucre	≤ 1.5g / 100mL	> 1.5g et < 10g / 100mL	≥ 10g / 100mL
	≤ 5g / 100g	> 5g et < 15g / 100g	≥ 15g / 100g
Sodium	≤ 2.5g / 100mL	> 2.5g et < 7.5g / 100mL	≥ 7.5g / 100mL
	≤ 120mg / 100g	> 120mg et < 600mg / 100g	≥ 600mg / 100g
	≤ 120mg / 100mL	> 120mg et < 600mg / 100mL	≥ 600mg / 100mL

Source: Freire, Waters et al, 2016



Les élèves s'informent sur une alimentation saine lors de l'intervention ACTIVITAL

Ximena León

physique de deux à cinq heures par semaine dans le système éducatif national. Malheureusement, depuis sa mise en œuvre, ni les résultats ni l'analyse de cette initiative n'ont été reportés bien que le Ministère de la santé envisage de superviser l'initiative en 2017.

En mai 2015, l'Assemblée nationale équatorienne a approuvé une loi visant à augmenter les taxes sur les boissons sucrées et non sucrées. Cette mesure fiscale impose un tarif de 0,18 \$ US (18 cents) pour 100 grammes de sucre ajouté à des boissons transformées. Pour les boissons non sucrées, y compris celles qui contiennent des édulcorants artificiels, un taux de 10 % du prix est imposé.

Alimentation saine et activité physique dans les écoles : le programme ACTIVITAL

Un groupe de recherche de l'Université de Cuenca, en collaboration avec des chercheurs de l'Université de Gand en Belgique, a mis en œuvre le programme ACTIVITAL de 2009 à 2012 afin d'améliorer les comportements alimentaires et physiques chez 1 430 adolescents équatoriens scolarisés, âgés de 11 à 16 ans. Le programme concernait 20 écoles dans la zone urbaine de Cuenca, la troisième plus grande ville d'Équateur. Il s'agissait de cours interactifs dispensés par des enseignants sur l'alimentation saine et l'activité physique ; d'ateliers participatifs avec les parents et le personnel de restauration scolaire sur les sujets suivants : une alimentation équilibrée, l'activité physique, les portions et l'hygiène alimentaire ; la préparation de petits déjeuners sains ; des discours encourageants de la part d'athlètes locaux connus et la mise en place de sentiers pédestres dans les écoles.

Ces stratégies ont été mises en œuvre dans dix écoles, tandis que le programme normal a été maintenu dans les dix autres.

ACTIVITAL a été jugé efficace pour diminuer la consommation du sucre ajouté et des aliments transformés pendant les collations, réduisant ainsi le tour de taille et la pression sanguine parmi les membres du groupe d'intervention. L'opération a amélioré les tendances au ralentissement de la consommation de fruits et de légumes

ainsi qu'à la baisse d'activité physique chez les adolescents (Ochoa-Avilés, 2015).

Les enjeux suivants ont été identifiés lors de la mise en œuvre et de l'analyse d'ACTIVITAL :

- Comme cette intervention n'était pas incluse dans le programme scolaire, la participation des enseignants était volontaire mais pas obligatoire, mais les chercheurs ne pouvaient attendre la révision du programme en raison des contraintes de financement.
- Les portions des plats préparés par les comptoirs à collation étaient importantes, avec des taux élevés de glucides et faibles en protéines, fruits et légumes, mais le personnel et les enseignants s'opposaient fortement à réduire les portions pour des raisons culturelles, mais aussi en raison du lancement simultanée de la réglementation sur les comptoirs à collation en milieu scolaire (décrit ci-dessus). Une leçon retenue est l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre et l'analyse des stratégies pour entrevoir la mise en œuvre de stratégies réalisables et adaptables au niveau local.
- En dépit de ses résultats positifs, ACTIVITAL n'a pas été élargi en raison d'une approche axée sur le programme national qui privilégie les enfants de moins de 12 ans plutôt que les adolescents, et en raison du défi du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation de mettre en place une stratégie conjointe ; chaque ministère ayant des objectifs, des structures et des autorités différentes ainsi que des problèmes budgétaires.

Prochaines étapes

Bien que des mesures aient été prises pour promouvoir une alimentation saine et une activité physique, davantage d'efforts sont nécessaires. Le fait d'avoir un programme national avec une forte volonté politique a aidé l'Équateur à mettre en place des stratégies puissantes au niveau national, mais ces réalisations ont besoin de protection en : (i) « érigent » les règlements en lois, (ii) en renforçant les systèmes de surveillance en matière de réglementations, (iii) en intensifiant les interventions locales qui ont réussies et (iv) en augmentant le budget national pour la promotion de la santé.

Les résultats positifs de la recherche ACTIVITAL ont conduit à une nouvelle étude visant à comprendre le problème de l'obésité chez les jeunes enfants et à documenter les perceptions des comptoirs à collation en milieu scolaire et à créer une relation plus active entre les décideurs et les chercheurs, avec une implication académique dans la préparation des lignes directrices nutritionnelles de l'Équateur.

Références

- Freire WB, Belmont P, Mendieta M, Silva M, Romero N, Sáenz K, Piñeiros P, Gómez L, Monge R. *Resumen Ejecutivo Tomo I. Encuesta Nacional de Salud y Nutrición del Ecuador*. Dans : Ministerio de Salud Pública INDeYc, éditeur. Quito, Équateur, 2013.
- Freire WB, Waters WF, Rivas-Mariño G, Nguyen T, Rivas P. *Une étude qualitative des perceptions des consommateurs et l'utilisation de l'étiquetage signalétique des aliments en Équateur. Nutrition de santé publique*. 2016 : 1-9.
- Instituto Nacional de Estadísticas et Censos. Presentación Defunciones 2011 Équateur. Instituto Nacional de Estadísticas et Censos, 2011 (mise à jour le 01/07/2013.)
- Ochoa-Avilés AM. *Facteurs de risque cardiovasculaire chez les adolescents équatoriens : une intervention scolaire axée sur la promotion de la santé. Université de Gand, 2015.*



Voix du terrain au Népal : Programmation au niveau du district



Nischal Raj Pandey (NRP) (à gauche) a servi dans le bureau du gouvernement du district, plus récemment en tant qu'agent de développement local (LDO) dans le district de Parsa et précédemment dans le district de Khotang.

Arjun Prasad Subedi (APS) (à droite) travaille comme agent de développement dans le district de Bajura depuis octobre 2016.

1. Quels types de programmes de nutrition étaient en place dans vos districts avant la Programmation nutritionnelle multisectorielle (PNMS) ?

NRP : les districts mettaient en œuvre des activités de routine liées à la nutrition selon les programmes approuvés mais ces activités n'étaient pas sous les auspices de PNMS, comme elles le sont maintenant.

APS : divers programmes liés à la nutrition ont été mis en place avant la PNMS, comme des campagnes de vaccination, Golden 1 000 Jours et Suaahara (Good Nutrition). Ils ont connu un certain succès mais ils étaient limités en termes de portée et de population cible. Ils étaient également isolés, alors qu'une approche globale était nécessaire. Aucun résultat n'a été observé à l'issue de ces programmes.

2. D'après vous, pourquoi cette approche est-elle importante ?

NRP : pour toucher réellement les bénéficiaires ciblés par la PNMS, les interventions doivent être conçues de telle sorte que la présence de tous les organismes sectoriels soit ressentie.

APS : à l'heure actuelle, la Commission nationale de planification (CNP), ainsi que les organismes concernés apportant l'aide des organisations donatrices, ont estimé que ce projet était prioritaire. C'est ce qui a finalement conduit à cette approche multisectorielle nationale et régionale. Des indicateurs régionaux ainsi que des stratégies et plans de travail associés ont été établis.

3. Quelles formes de malnutrition cette approche vise-t-elle à réduire ?

NRP : le but de la PNMS est de s'attaquer à toutes les formes de malnutrition, en particulier parmi les communautés marginalisées et difficiles à atteindre, en fournissant des services de nutrition maternelle et infantile, en enseignant des connaissances élémentaires aux adolescentes, en améliorant l'accès à des produits alimentaires de qualité et en réduisant la charge de travail des femmes. La priorité absolue est accordée à la lutte contre la malnutrition causée par un apport insuffisant en nutriments.

APS : la PNMS a été mise en œuvre au niveau national et régional, en contactant les communautés et les ménages. Ce programme se concentre principalement sur les 1 000 premiers jours pour la mère et l'enfant, afin de réduire l'émaciation et le retard de croissance.

4. Avez-vous un objectif de réduction de la malnutrition dans votre district ?

NRP : le Comité de coordination du district (CCD) a fixé des objectifs pour réduire la prévalence de la malnutrition dans

son plan de développement du district. Ceux-ci sont conformes aux objectifs nutritionnels mondiaux de l'OMS¹.

APS : pour atteindre l'objectif national, nous avons préparé des plans de travail stratégiques au niveau du district, de la communauté et des ménages basés sur le cadre juridique et les directives de la PNMS, et visant à inclure tous les membres masculins et féminins de la communauté, ainsi que les mères et les enfants du programme 1 000 jours. Les groupes ciblés sont les mères des 1 000 jours, les enfants, les adolescents, les écoliers, les parents impliqués dans la gestion de l'école et les enseignants.

5. Quels sont les principaux secteurs impliqués dans la PNMS et comment sont-ils coordonnés ?

NRP : les principales organisations, qui sont parties prenantes, sont ceux liés à la santé publique du district, l'industrie du bétail, le développement de l'agriculture, les femmes et les enfants, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ainsi que le secteur de l'éducation du district. Nous avons également contacté la Chambre du commerce et d'industries du district et plusieurs autres ONG (organisations non gouvernementales) et les OBC (organismes communautaires) actifs pour faciliter la mise en œuvre de la PNMS. Le plan de coordination comprend des réunions régulières du Comité directeur de la Nutrition et de la Sécurité Alimentaire au niveau du district et l'organisation d'ateliers et de formations liés à la planification de l'activité, au suivi conjoint et à la supervision afin que les activités de la PNMS soient menées de manière globale.

APS : les principales parties prenantes au niveau national sont la CNP, les institutions de la santé publique du district, les services de l'élevage, etc., et les organismes donateurs. Au niveau du district, nous avons les bureaux locaux de ces organismes et les autorités locales comme les Gaupalikas (conseils de village) et les municipalités.

6. Y a-t-il des ressources financières supplémentaires pour la PNMS? Un budget a-t-il été établi ?

NRP : un budget de 10 millions de roupies népalaises (environ 97 000 USD) a été alloué au cours de cette année budgétaire. Cette somme exclut le budget alloué à l'Office de santé publique du district, qui provient du plan de travail annuel généralement approuvé et du budget du gouvernement. De plus, les comités de villages du district (CVD) où la PNMS a été mise en œuvre ont également reçu un budget supplémentaire pour mener à bien des activités liées à la nutrition.

¹ Cibles mondiales 2025 : pour améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant ; Consultez www.who.int/nutrition/global-target-2025/en/



Une volontaire de santé communautaire partage son expérience de la mise en œuvre d'activités nutritionnelles lors d'un atelier de promotion dans le district d'Achham

Man Bahadur Kunwar, MSNP District Coordinator, Achham

APS : conformément aux instructions pour l'année budgétaire 2017/18 [2074/75 dans le calendrier népalais] de la CNP et des ministères associés, ce plan a le statut de programme prioritaire, ce qui signifie qu'un fonds collectif doit être mis en place par tous les organismes sectoriels au niveau local. Cela garantira une meilleure appropriation du programme PNMS par les organismes. Le CCD a conservé un fonds séparé de 200 000 roupies népalaises (1 940 USD) pour coordonner les activités de la PNMS. Tous les *Gaupalikas* et les municipalités ont reçu l'ordre d'affecter un fonds destiné aux mères et aux enfants dans le cadre des 1 000 jours.

7. Obtenez-vous des conseils spécifiques des instances nationales ?

NRP : nous recevons de temps en temps des instructions et des conseils pour la mise en œuvre de la PNMS. Cela implique principalement des conseils sur l'intégration de la PNMS au niveau du district en utilisant une approche intégrée, des formations et des ateliers de renforcement des compétences, des campagnes de sensibilisation et de promotion pour rassembler des parties prenantes, et des visites conjointes de suivi et de supervision pour observer la mise en œuvre des activités. Nous avons également reçu des conseils des organismes nationaux pour améliorer la valeur nutritive des produits alimentaires disponibles localement et veiller à ce que ces produits soient consommés.

APS : comme la PNMS est un programme prioritaire, nous avons reçu des instructions et des directives claires des instances centrales pour l'établissement de plans de travail et la mise en œuvre des programmes, ainsi que leur suivi et leur évaluation. Par exemple, le document du plan de la PNMS comprend divers indicateurs, tels que la réduction de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans à moins de 29 % d'ici à 2017, afin d'assurer une approche multisectorielle. Nous avons également un plan de promotion et de communication complet dans le but de toucher efficacement les communautés locales et de mettre correctement en œuvre la PNMS au niveau local.

8. Quelles sont les activités de la PNMS mises en œuvre dans votre district ?

NRP : diverses activités de la PNMS ont été mises en œuvre dans le district, en particulier celles liées à la sensibilisation à la nutrition dans le cadre des 1 000 jours, à l'éducation les adolescentes, à l'élevage du bétail et l'importance de la production alimentaire agricole, à l'ouverture de potagers pour la disponibilité d'aliments nutritifs, à l'obtention d'eau potable et la nécessité de l'assainissement, à l'intérêt d'accoucher dans les établissements de santé, à l'apport régulier de suppléments de fer, à la vaccination et le suivi régulier de la croissance.

APS : dans le district de Bajura, le CCD organise diverses formations et les surveille régulièrement. Cela comprend la distribution de poulets et leurs multiples utilisations pour leur viande et leurs œufs, des formations pour encourager l'élevage de bétail, le programme des 1 000 jours pour les mères et les enfants, des programmes d'interaction avec les femmes enceintes, des campagnes organisées dans les écoles sur le thème de la propreté, l'utilisation des toilettes et le lavage des mains destinées aux élèves et aux parents, et des campagnes de démonstration de purification de l'eau.

9. Rencontrez-vous des difficultés dans la mise en œuvre de la PNMS ?

NRP : nous avons connu plusieurs problèmes dans le district, comme l'indisponibilité et le manque de disponibilité ponctuelle des budgets, le manque de ressources humaines compétentes et engagées, la duplication des programmes organisés par les organismes sectoriels, le fonctionnement irrégulier des cliniques de proximité, la mauvaise utilisation des ressources, le manque d'implication et de consultation des parties prenantes, la sensibilisation insuffisante du public et le manque de connaissances sur l'importance de la nutrition.

APS : comme tout le pays évolue vers une structure fédéraliste, les procédures de déblocage du budget peuvent poser problème. Le transfert fréquent de fonctionnaires qualifiés (comme ceux qui ont suivi la formation à la PNMS) vers d'autres districts a également été un défi. Une formation complémentaire sur l'importance du plan est requise. Les représentants de la PNMS dans tous les organismes sectoriels doivent consacrer plus de temps à assurer une mise en œuvre efficace, globale et coordonnée afin d'atteindre les objectifs nationaux du programme.

10. Y a-t-il des leçons importantes que vous aimeriez partager ?

NRP : d'après mon expérience, la modalité de la PNMS peut contribuer à modifier la mauvaise pratique actuelle de conception d'interventions isolées et à petite échelle, basées sur les préférences de certaines personnes influentes et sur les sites de leur choix. La PNMS peut effectivement promouvoir une planification du développement globale, l'obtention d'une allocation budgétaire, une mise en œuvre de programme accompagnée d'un suivi et d'une supervision conjoints afin de favoriser une meilleure appropriation et responsabilisation des acteurs concernés. Actuellement, nous n'avons pu étendre les programmes de la PNMS qu'à 21 des 67 CVD du district, mais à partir de la prochaine année fiscale, ils seront étendus de manière à couvrir au moins la moitié des CVD et des municipalités.

APS : la coordination doit être renforcée entre tous les organismes sectoriels, aux niveaux central et du district, afin de profiter de l'approche multisectorielle ; le développement dans un délai convenable des plans annuels et le déblocage des budgets ouvrent la voie à une mise en œuvre efficace ; et au niveau des bénéficiaires, les interventions de promotion, de mobilisation sociale et de modifications comportementales doivent être planifiées et exécutées afin de promouvoir des initiatives axées sur la demande.

Remerciements: Les entretiens ont été organisés par Sudeep Uprety, responsable de la recherche et de la communication au sein du forum de recherche en santé et de développement social (HERD). Sudeep souhaite remercier Santosh Pudasaini, l'agent de documentation à l'HERD ainsi que les équipes de district de Parsa (Gyanendra Dawadi et Sushil kumar Sah) et Bajura (Ganesh Prasad Joshi et Damodar Neupane) pour leurs efforts dans l'organisation et la traduction des entretiens avec les LDO.

Comblers les lacunes nutritives au Pakistan : Des idées pour lutter contre la malnutrition



(de gauche à droite) **Dr Aliahmad Khan** est un nutritionniste du Bureau national du Pakistan du programme alimentaire mondial à Islamabad

Muhammad Aslam Shaheen est chef de la nutrition et personne de référence du SUN au Pakistan au ministère du développement et de la réforme de la planification

Frances Knight et **Giulia Baldi** ont appuyé le processus « Comblers l'écart nutritif » du Pakistan au siège du Programme alimentaire mondial à Rome

Contexte

La malnutrition est répandue dans tout le Pakistan, et dans la plupart des cas, la situation est restée grave ou s'est même détériorée au cours des 50 dernières années. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans connaissent un retard de croissance, 15 % sont émaciés et presque tous manquent d'au moins un micronutriment (Gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan 2011) ; (Blankenship 2016). La nature exacte du problème varie dans tout le pays, mais dans tous les cas, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la faible diversité alimentaire, la prévalence croissante du surpoids et de l'obésité, la croissance démographique, les problèmes de sécurité, l'urbanisation rapide et la vulnérabilité aux chocs naturels et artificiels ralentissent les progrès.

L'analyse « Comblers les lacunes nutritives »

L'initiative « Comblers les lacunes nutritives » (Fill the Nutrient Gap, FNG) a été développée dans le but d'avoir un aperçu plus détaillé de la situation et d'élaborer des stratégies pour répondre à l'une des deux conditions préalables à la prévention des causes immédiates de la malnutrition : l'apport suffisant en nutriments (l'autre étant la prévention des maladies). La FNG est une analyse approfondie des données secondaires sur les indicateurs nutritionnels, l'accès et la disponibilité des aliments, l'apport alimentaire, les préférences et les pratiques, la sécurité alimentaire, les dépenses alimentaires ménagères et les conditions socio-économiques, ainsi que l'analyse de l'accessibilité alimentaire et la modélisation d'intervention par le biais de l'outil « coût du régime alimentaire » (Cost-of-Diet, CoD)¹.

Grâce à cela, les lacunes nutritives dans un pays peuvent être définies en termes de personnes (groupes de population vulnérables), de lieux (régions, milieu urbain / rural), de temps (saisonnalité), de causes (facteurs aggravants) et de conséquences (quantité et/ou qualité de l'apport en nutriments).

Les données secondaires contribuent également à une analyse de l'environnement propice, y compris le cadre, les politiques, les programmes et les partenariats juridiques nationaux impliqués dans la nutrition, afin de connaître les

points d'entrée pour une action durable. L'analyse identifie et modélise l'impact économique et nutritionnel potentiel d'éventuelles interventions organisées pour combler cet écart au niveau des secteurs identifiés et des points d'entrée.

La FNG peut faciliter une prise de décision multisectorielle sur le contenu des interventions nécessaires pour répondre aux lacunes nutritives et améliorer l'apport en nutriments pour les principaux groupes cibles ; et ce grâce aux points d'entrée dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la protection sociale, de l'éducation et du secteur privé. Le processus met l'accent sur l'amélioration de la qualité des aliments nutritifs et de leur disponibilité, en particulier pendant la période critique des 1 000 jours, mais envisage également d'autres opportunités, comme l'amélioration de l'apport en nutriments des adolescentes.

La FNG au Pakistan

Au Pakistan, le processus de la FNG a commencé fin 2016 sous la direction du point focal SUN du Ministère national de la planification et du développement, avec le soutien du PAM et en collaboration avec le SUN Core Group² et le Comité national de nutrition, composé de représentants du gouvernement, des Nations Unies, des donateurs, des ONG internationales et du secteur privé (via le Réseau d'affaires SUN).

Plusieurs intervenants de divers secteurs (représentant la nutrition, la sécurité alimentaire, l'agriculture, la santé et l'éducation / milieu universitaire) ont été impliqués pour présenter l'analyse, définir la portée de la FNG, et identifier et regrouper les données secondaires. Plus de 190 sources de données, des enquêtes nationales de santé aux études

¹ Voir www.heacod.net/countries/reports/cotd-softwareversion-2-2016.

² Le groupe de base est composé de la section nutrition / secrétariat du SUN du ministère du développement de la planification et de la réforme ; de la section nutrition du ministère de la réglementation et de la coordination des services de santé nationaux ; des commissaires aux aliments du ministère de la sécurité alimentaire et de la recherche ; du PAM ; de l'OMS ; de l'UNICEF ; de la FAO ; de la banque mondiale ; du DFID ; du DFAT (aide australienne) ; de l'Union européenne ; de Save the Children ; de l'Initiative sur les micronutriments (MI) ; de l'Alliance mondiale pour une nutrition améliorée (GAIN) et de Harvest Plus.

qualitatives au niveau du district, ont été examinées et tous les manques de données identifiés ont donné lieu à de plus amples recherches afin de s'assurer que toutes les informations pertinentes étaient examinées. Des réunions ont ensuite été organisées pour diffuser les résultats préliminaires de l'analyse des données secondaires et de la modélisation d'intervention.

Points clés de la FNG

Le bénéfice de l'analyse des données secondaires de la FNG est la capacité de combiner et de présenter des données existantes afin de révéler de nouvelles découvertes sur les facteurs alimentaires liés à la sous-nutrition. Au Pakistan, les résultats clés sont :

- Le prix est le plus grand obstacle à l'obtention d'un régime alimentaire nutritif. L'analyse CoD a révélé que 67 % des ménages ne pouvaient pas se permettre un régime alimentaire nutritif ;
- La dénutrition précoce chez les nourrissons et les jeunes enfants soulève le problème des régimes maternels et adolescents ; un quart de tous les enfants sont déjà en retard de croissance à l'âge de six mois (gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan 2011) ;
- La qualité de la nourriture et sa quantité sont des problèmes au Pakistan et les déficiences de l'apport en énergie, en protéines animales et en divers micronutriments sont fréquents. Le régime alimentaire minimum acceptable est atteint par moins de 3 % des nourrissons et des jeunes enfants (gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan 2011)
- La prévalence élevée de la déficience en micronutriments, des ménages pauvres et d'une faible diversité alimentaire individuelle chez tous les groupes socio-économiques, les provinces et les zones urbaines/rurales suggère que les régimes alimentaires sont universellement pauvres ;
- Il y a une prévalence croissante du surpoids et de l'obésité chez les femmes et les enfants ; plus de 40 % des femmes sont obèses ou en surpoids (gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan 2011). En outre, on observe le double fardeau de l'obésité et du retard de croissance des ménages les plus vulnérables, où la prévalence du retard de croissance est le plus élevé ; un enfant sur quatre souffrant d'un retard de croissance a une mère en surpoids (gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan 2011 ; Blankenship 2016) ;
- Les défis nutritionnels sont aggravés par la croissance rapide de la population, l'urbanisation dramatique, la vulnérabilité aux chocs et une situation de sécurité complexe.

Une variété de stratégies pour répondre à ces écarts nutritifs identifiés ont été modélisées dans le logiciel CoD et les éléments suivants ont été identifiés comme des priorités clés :

- Les besoins en nutriments des adolescentes sont les plus coûteux à combler parmi les membres représentés des ménages, compte tenu des besoins nutritionnels accrus pendant cette période de croissance et de développement. Les interventions ciblant les adolescentes peuvent donc avoir un impact plus important sur la réduction de l'inaccessibilité globale à une alimentation nutritive ;
- Les coupons d'alimentation fraîche (Fresh Food Voucher, FFV), fournissant des portions quotidiennes d'aliments d'origine animale et de légumes, sont la manière la plus efficace de réduire le coût des besoins nutritionnels des adolescentes par rapport à l'apport de suppléments, d'aliments nutritifs spécifiques ou d'aliments de base fortifiés
- Les aliments nutritifs spécialisés (ANS), tels que la super

- céréale plus (SC+), Wawa Mum ou Maamta, sont la manière la plus efficace de réduire le coût des besoins nutritionnels des enfants de 12 à 23 mois et des femmes enceintes et allaitantes. Par exemple, la fourniture de SC+ ou de Wawa Mum a respectivement réduit le coût des régimes alimentaires nutritifs des enfants âgés de 12 à 23 mois dans le Baloutchistan urbain de 81 % et 64 % en hiver ;
- Les transferts de fonds (Cash transfers, CT) contribuent encore à améliorer l'accessibilité des régimes nutritifs pour les ménages, à condition que des stratégies adéquates de création de la demande, telles que l'apprentissage de nouveaux comportements alimentaires, soient en place pour faire en sorte que l'argent soit consacré à des aliments nutritifs ;
- L'enrichissement de l'alimentation de base est utile mais ne suffit pas à répondre à l'ensemble des besoins des principaux groupes vulnérables ;
- Les ensembles combinés incluant FFV, ANS et CT pour les principaux groupes cibles sont la manière la plus efficace d'améliorer l'accessibilité des régimes nutritifs ;
- Le coût des régimes nutritifs pour les ménages est plus élevé pendant la saison de soudure (mois d'été) dans les régions rurales et urbaines de toutes les provinces et les interventions modélisées ont été moins efficaces pour réduire l'inaccessibilité pendant ces périodes. La variation saisonnière de l'accès au régime alimentaire doit être prise en compte lors de l'élaboration des interventions afin d'en assurer l'efficacité ;
- Différents secteurs doivent être utilisés comme points d'entrée pour les interventions, dont la protection sociale, les marchés (disponibilité d'aliments nutritifs et accès physique aux marchés), l'éducation, la santé et l'agriculture.

Les résultats de la modélisation ont encouragé les parties prenantes à réfléchir aux implications de différentes combinaisons d'interventions et de points d'entrée pour combler les lacunes nutritives. Des chiffrages plus approfondis des différents types d'intervention pour divers secteurs à différents niveaux de couverture seraient aussi nécessaires pour compléter l'analyse et guider les investissements.

La FNG a également identifié des zones ou des thèmes où peu voire aucune données primaires étaient disponibles. Un manque important de données concernait la consommation actuelle de nourriture et de nutriments des nourrissons et jeunes enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des adolescentes, ainsi que des informations sur la prise de décision, la distribution alimentaire au sein des ménages et les obstacles à l'amélioration de l'apport nutritif.

Ateliers de diffusion de la FNG

En mars 2017, des ateliers ont eu lieu dans les provinces de Karachi, de Quetta, de Lahore et de Peshawar qui ont été coordonnées par le secrétariat du SUN du Pakistan et les unités provinciales du SUN avec l'appui des organisations nationales et provinciales du PAM. Les résultats découverts par la FNG au niveau de la province ont été présentés aux représentants d'un éventail de secteurs, notamment la santé et la nutrition, l'agriculture, la protection sociale, l'éducation et la fortification alimentaire. Les participants ont ensuite travaillé ensemble pour identifier et hiérarchiser les interventions, les programmes et les actions spécifiques au contexte afin de favoriser l'environnement propice au comblement des lacunes nutritives des groupes ciblés clés et contribuer à lutter contre la malnutrition à court, moyen et long termes. Les manques de données et les futures priorités de recherche ont également été discutés.

Les résultats de la FNG des ateliers provinciaux ont ensuite été présentés aux intervenants au niveau national afin d'identifier les recommandations globales pour les actions qui soutiendraient les activités provinciales, et de renforcer l'environnement propice à la nutrition au niveau national.

Défis et enseignements tirés

Un défi important lors de la conception initiale de l'analyse de la FNG au Pakistan était la complexité des cadres politiques dans un contexte de décentralisation. Les priorités politiques et progrès dans l'élaboration et l'application d'un plan d'action de nutrition multisectoriel varient entre les provinces, et il existe un manque d'harmonisation avec l'élaboration de politiques nationales. Pour remédier à ce problème et répondre aux complexités du contexte, le processus d'analyse et de diffusion de la FNG a d'abord été réalisé dans les quatre provinces. Suite à cela, les conclusions de l'analyse au niveau provincial et les résultats des ateliers provinciaux ont été reportés dans un atelier national où des représentants de chaque province ont participé. Une leçon essentielle tirée de la FNG au Pakistan a été l'importance du leadership du processus par le secrétariat du

SUN et les gouvernements nationaux et provinciaux. Le groupe SUN Core a joué un rôle déterminant dans le partage de l'information, en contribuant au plan d'analyse, en validant et en interprétant les résultats préliminaires et en participant à des ateliers. Le secrétariat du SUN, par l'intermédiaire de ses postes au sein des ministères nationaux et provinciaux, a joué un rôle de leadership critique dans la coordination des événements de la FNG et le succès en termes de représentation de multiples secteurs et parties prenantes.

Références

Gouvernement du Pakistan et UNICEF Pakistan. *National Nutrition Survey Pakistan 2011*. [www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/59_National Nutrition Survey-2011.pdf](http://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/59_National%20Nutrition%20Survey-2011.pdf)

Blankenship J. *Nutrition in the Cities: Secondary data analysis of nutrition status for urban children under 5 years of age in Pakistan – Draft Report*. Islamabad, 2016



Ecouter un entretien avec les auteurs sur la chaîne Podcast de l'ENN :

<http://www.enonline.net/mediahub/fillingthenutrientgapinpakistan>



Chantons tous la même chanson : Des messages pour que l'agriculture tienne compte de la nutrition en Zambie



(de gauche à droite) **Bertha Munthali** a travaillé pendant dix ans sur la nutrition dans l'agriculture en Afrique et est actuellement conseillère pour le Réseau d'analyse de la politique de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles. Elle a un master en études de développement.

McDonald Mulongwe travaille en nutrition avec CARE International Zambia depuis 2006 et en tant que consultant en programmes avec le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture dans les zones rurales. Il a une licence en nutrition humaine.

Edye Kuyper chapote l'aspect nutrition du projet INGENAES. Elle travaille à l'Université de Californie, Davis, où elle a obtenu son master en développement agricole international, avec une spécialisation en nutrition.

Kristy Cook a un doctorat en économie agricole. Elle a travaillé comme directrice associée pour le projet INGENAES par le biais de Cultural Practice, LLC, pendant deux ans. Elle est actuellement membre de la division en charge des politiques du bureau de la sécurité alimentaire de l'USAID.

Emily Burrows est une consultante indépendante qui travaille en parallèle sur l'alimentation, l'agriculture et la nutrition. Elle a travaillé pour Catholic Relief Services en tant que chef d'équipe pour l'USAID sur le projet Feed the Future Mawa.

Contexte

La Zambie a connu plus d'une décennie d'importante croissance économique et de stabilité dans la production de maïs, mais la sécurité alimentaire et nutritionnelle ne s'est pas améliorée de manière significative. Plus de 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (Office central des statistiques, 2015) et 48 % de la

population est sous-alimentée (FAO / FIDA / PAM 2015). Des preuves de plus en plus nombreuses suggèrent que ce paradoxe apparent pourrait être associé à une accentuation excessive de la production et de la consommation de la culture de base, le maïs : Environ 51 % des terres cultivées sont utilisées pour produire du maïs, ce qui représente 57 % de l'alimentation nationale.

Schéma 1 Messages agricoles sensibles à la nutrition

Ces points peuvent aider les conseillers agricoles à soutenir les ménages agricoles souhaitant améliorer la nutrition et la santé grâce à l'agriculture.

Augmenter la production d'aliments plus diversifiés et nutritifs, y compris le petit bétail, pour la consommation domestique.

Pourquoi : les familles ont besoin d'aliments variés en quantité suffisante et de bonne qualité pour répondre à leurs besoins alimentaires et à leurs niveaux de revenus tout au long de l'année.

Comment : voici quelques exemples de mesures que les ménages agricoles peuvent prendre pour cultiver des aliments plus diversifiés et plus nutritifs :

- Cultiver les légumineuses, telles que les arachides, le soja, le niébé, les pois bambara et les haricots. Les haricots peuvent fournir jusqu'à trois récoltes par an et de la nourriture à tous les stades de leur croissance : feuilles, gousses, graines fraîches et légumineuses.
- Cultiver un potager pour accroître l'accès des ménages à des aliments riches en nutriments.
- Élever des poulets pour la viande ou les œufs. Le petit bétail est une bonne source de protéines animales et de revenus.
- Irriguer les champs et les jardins, si possible, pour produire de la nourriture tout au long de l'année.
- Contrôler l'eau stagnante pour réduire le risque de maladies transmises par l'eau.

Protéger les ressources naturelles grâce à de bonnes pratiques agricoles.

Pourquoi : des ressources naturelles saines, comme le sol et l'eau, sont nécessaires pour maintenir et accroître la production d'aliments divers.

Comment : voici quelques exemples de bonnes pratiques agricoles qui protègent les ressources naturelles nécessaires pour produire des aliments diversifiés et nutritifs.

- Préparer rapidement les champs et planter à temps pour obtenir de forts rendements et protéger la qualité des cultures.
- Combiner les plantations de maïs et de légumineuses, comme l'arachide, le niébé ou le pois d'Angole, et faire tourner les cultures chaque saison.
- Laisser les résidus de récolte sur le terrain pour le protéger de l'érosion des sols.
- Stocker et utiliser de manière sécurisée les produits agrochimiques. Ils ne doivent pas être à la portée des enfants, ni proche de la nourriture. Il convient de suivre les instructions sur l'emballage.

Augmenter la nutrition des ménages grâce aux pratiques de traitement, de conservation et de stockage à la ferme.

Pourquoi : les bonnes pratiques d'après récolte minimisent les pertes de récoltes, améliorent la salubrité des aliments et maintiennent les nutriments dans les aliments afin qu'une meilleure alimentation soit disponible à la consommation tout au long de l'année.

Comment : voici quelques façons de préserver les nutriments alimentaires, d'allonger la durée de conservation des aliments et de réduire la perte de nourriture :

Fruits et légumes :

- Ne conserver que les fruits et les légumes frais, jamais pourri.
- Sécher les fruits et légumes à l'aide d'un séchoir solaire ou sur des nattes propres à l'ombre, loin des animaux.
- Utiliser des emballages propres et secs pour le stockage.

Denrées de base et légumineuses :

- Sécher les céréales et les légumineuses à l'ombre sur des nattes propres, loin des animaux.
- Un traitement et un séchage adéquats du manioc sont nécessaires pour réduire le risque d'intoxication au cyanure.
- Retirer les pierres, les coquilles, les gousses et les grains brisés avant de stocker le maïs et les légumineuses.

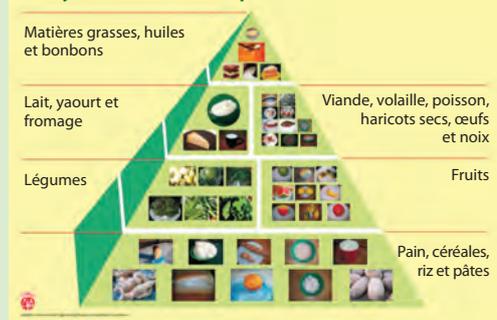
Ne jamais ranger le grain montrant des signes de moisissure ou d'autres problèmes.



Toujours se laver les mains avant de préparer la nourriture. Se laver les mains après être allé aux toilettes ou avoir changé une couche, avoir manipulé des animaux et avoir utilisé des produits agro-chimiques, afin de prévenir la propagation de maladies ou la contamination alimentaire.

Cultiver, acheter et manger des aliments plus diversifiés et nutritifs en suivant les recommandations de la « Pyramide alimentaire quotidienne recommandée ».

Pyramide alimentaire quotidienne recommandée



Pourquoi : les familles d'aliments cultivées, achetées et mangées ont un impact important sur la santé familiale, l'environnement et les ressources. Toutes les personnes, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de deux ans, ont besoin d'un régime diversifié avec des aliments équilibrés pour être résistants, sains et productifs.

Une agriculture sensible à la nutrition s'efforce de maximiser la contribution de l'agriculture à l'amélioration de la nutrition et offre des promesses d'amélioration de la diversité alimentaire des Zambiens. L'implication du gouvernement et des donateurs envers le mouvement de renforcement de la nutrition (Scaling Up Nutrition, SUN) a incité la conception de stratégies visant à atteindre une bonne nutrition par le biais de l'agriculture. Dans le cadre du premier programme national des 1 000 jours les plus importants (Most Critical Days Programme, MCDP) ; Le Ministère de l'agriculture (MA) joue un rôle de premier plan dans la mise à disposition de quantités suffisantes de nourriture de haute qualité qui contribuent à des régimes alimentaires diversifiés et sains.

Le projet « Intégrer les genres et la nutrition dans les services de vulgarisation agricoles » (Integrating Gender and Nutrition within Agricultural Extension Services, INGENAES) de l'USAID a aidé les institutions partenaires à mettre en place des services de vulgarisation agricole (SVA) qui aident les agriculteurs à améliorer l'approvisionnement en aliments nutritifs et leur consommation. En Zambie, l'un des huit pays ciblés, INGENAES et des partenaires ont uni leurs efforts dans le but de prioriser l'harmonisation des messages nutritionnels. En collaboration avec le MA, ils ont élaboré des messages tenant compte de la nutrition pour les 1 700 conseillers agricoles du camp du gouvernement.

Éviter les messages qui sèment la confusion

En Zambie, INGENAES a commencé par convoquer des intervenants qui ont cerné les défis et les possibilités qui permettraient aux SVA d'améliorer la nutrition. Lorsque les messages nutritionnels proviennent de sources multiples – centres de santé, SVA et ONG – il faut veiller à ce que les messages soient cohérents. On évite ainsi les messages contradictoires susceptibles d'entraîner la confusion ou l'inaction ; INGENAES et ses partenaires ont trouvé des exemples où l'information nutritionnelle offerte aux ménages d'agriculteurs était incohérente et contradictoire.

Par exemple, des messages nutritionnels communiqués par une organisation avaient été empruntés à des lignes directrices élaborées en Asie du Sud-Est et ciblaient principalement la malnutrition aiguë sévère. Ces messages n'étaient pas conformes aux directives nationales en matière de nutrition et n'abordaient pas la forme la plus courante de malnutrition chez les enfants de moins de deux ans en Zambie, qui est le retard de croissance. Certaines ONG ont fait la promotion d'une alimentation composée de trois groupes d'aliments alors que d'autres parlaient de quatre ou six groupes.

S'appuyant sur les consultations initiales de 2016, le MA et INGENAES ont invité 37 représentants des secteurs public, privé et des ONG à un atelier à Lusaka. Les participants ont mis en commun leurs expériences d'intégration de la nutrition au sein des SVA et ont déterminé ensemble une voie vers la complémentarité des messages nutritionnels. Les groupes ont répertorié des messages nutritionnels correspondant aux pratiques et aux produits agricoles promus par le MA et d'autres ministères : l'agriculture écologique, les emballages de graines et d'intrants subventionnés par le gouvernement, la transformation, la conservation et le stockage des aliments, les pêcheries et le petit bétail. Chaque groupe a affirmé que les SVA étaient un moyen de communiquer de l'information nutritionnelle aux ménages d'agriculteurs¹.

C'est dans le cadre de cet atelier qu'INGENAES et la Section des aliments et de la nutrition du MA se sont mis à collaborer pour élaborer des messages que les conseillers agricoles peuvent relayer aux ménages d'agriculteurs. INGENAES a veillé à ce que ces messages soient en harmonie avec les Lignes directrices opérationnelles de la Section alimentaire et nutritionnelle du MA qui décrivent des interventions susceptibles de maximiser l'impact de l'agriculture sur la nutrition des ménages, y compris la production d'aliments diversifiés et nutritifs, de meilleures pratiques post-récolte et l'autonomisation des femmes.

INGENAES a aidé le MA à peaufiner les messages : ils ont été révisés de façon à en préciser la langue et à s'assurer que leur intention est bien comprise par les intermédiaires qui communiquent directement avec les ménages

¹ On peut consulter les comptes-rendus des réunions à l'adresse suivante : <http://ingenaes.illinois.edu/zambia-nutrition-wksp/>

d'agriculteurs. Les messages ont été testés au préalable par le personnel de l'Unité de l'information et de la formation du Ministère.

Après les tests, INGENAES et le MA ont accordé la priorité à cinq messages de base qui s'harmonisent également avec les recommandations mondiales pour l'amélioration de la nutrition par l'agriculture (FAO/FIDA/PB 2015). Chaque message est accompagné d'un énoncé décrivant le lien entre l'alimentation, l'agriculture et la nutrition ainsi que de petites étapes données à titre indicatif que les ménages peuvent suivre pour tester les pratiques. Les messages principaux sont axés sur :

1. la production d'aliments plus diversifiés et nutritifs ;
2. la protection des ressources naturelles ;
3. les pratiques de transformation, de conservation et de stockage à la ferme ;
4. la consommation d'aliments plus diversifiés et nutritifs ;
5. la reconnaissance du rôle des femmes dans l'agriculture.

Leçons apprises et prochaines étapes

Plusieurs défis se sont présentés tout au long de ce processus. Le MCDP promeut une liste de mesures prioritaires essentielles à l'établissement d'une meilleure nutrition à l'intérieur de la fenêtre critique de 1 000 jours. Or, elles ne correspondent pas nécessairement aux responsabilités des SVA. Par exemple, il vaut peut-être mieux que la supplémentation en vitamine A soit laissée aux professionnels de la santé, alors que la diversification de la production pour répondre aux débouchés et aux besoins de consommation des ménages est plus étroitement associée aux responsabilités des SVA. Comme le MCDP entre dans sa prochaine phase, on espère que la réponse aux causes sous-jacentes de la mauvaise nutrition sera le fruit d'une coordination interministérielle qui mettra sur l'avantage comparatif de chaque secteur.

Une nouvelle édition du Planning and Resource Guide for Agricultural Extension Officers (PREGEO) est remise aux conseillers agricoles qui travaillent partout en Zambie en 2017. Les conseillers agricoles y puisent de l'information sur la production agricole et les approches participatives. La publication aide les conseillers agricoles à planifier les activités quotidiennes et guide les superviseurs qui suivent et soutiennent les SVA. La nouvelle édition comprend les messages, finalisés, sensible à la nutrition des SVA.

INGENAES, le MA et d'autres intervenants continuent de collaborer et restent à l'affût d'occasions d'éduquer les conseillers agricoles en ce qui a trait à ces messages nutritionnels. Avec un engagement continu envers SUN et le MCDP, INGENAES souhaite voir apparaître des ressources supplémentaires qui permettront d'intensifier les efforts pour promouvoir les SVA tenant compte de la nutrition en Zambie. Parmi ces possibilités, mentionnons notamment une formation préalable qui fournira aux futurs employés des SVA des connaissances nutritionnelles de base correspondant à leur contexte de travail, ainsi que des possibilités de formation en cours d'emploi pour renforcer les capacités des agents SVA en place.

Références

Office central des statistiques 2015. *Zambia Demographic and Health Survey, 2013-2014*. Lusaka, Zambie : Gouvernement de la Zambie.

FAO/FIDA/PAM 2015. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome, Italie, FAO.



Écouter un entretien avec les auteurs sur la chaîne Podcast de l'ENN :

<http://www.enonline.net/mediahub/nutritionssensitiveagzambia>

Évaluer les besoins en capacités pour une agriculture sensible à la nutrition en Éthiopie



Workicho Jateno (en haut) est un expert en agriculture et en développement rural. Il dirige l'équipe économique-sociale éthiopienne de la FAO et coordonne des activités multisectorielles et conjointes des Nations Unies dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la protection sociale.



Charlotte Dufour (en bas) est responsable de nutrition au sein de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; elle est spécialisée dans l'agriculture sensible à la nutrition et les systèmes alimentaires.

Contexte

L'engagement politique distinctif du gouvernement éthiopien en matière de nutrition est consacré dans la Déclaration de la Seqota, la Stratégie nationale de nutrition (National Nutrition Strategy, NNS, 2008) et le Programme national de nutrition (PNN). Le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles (MARN) démontre son engagement

en intégrant des programmes de nutrition à des programmes-pilotes tels que le Programme de croissance agricole II (AGP-2) et le Programme de sécurité productive IV (PSNP-4) et en ayant adopté le Plan stratégique 2016-2021 pour une agriculture sensible à la nutrition. Ce dernier a été conçu dans le cadre d'une consultation multipartite. Il comprend les objectifs clés suivants : accroître la production,



Encadré 1 Définitions

Une **évaluation des besoins en matière de capacités** est normalement axée sur les trois dimensions du renforcement des capacités, et en particulier sur l'environnement favorable et les organisations. Elle cherche à dégager et à schématiser les forces et les lacunes, et les moyens de combler les lacunes.

Une **évaluation des besoins d'apprentissage** se concentre sur la dimension individuelle du renforcement des capacités afin de cerner les profils des acteurs en cause, les tâches qu'ils doivent accomplir et ce qu'ils doivent savoir pour mener à bien leurs tâches.

l'accès et la consommation d'aliments divers, sûrs et nutritifs provenant de sources animales et végétales pour toutes les personnes et en tout temps ; améliorer la résilience des groupes de population vulnérables en utilisant des schémas de transfert sociaux et des programmes ; intégrer les questions liées au genre dans l'agriculture ; renforcer la coordination multisectorielle et améliorer le suivi de l'impact de l'agriculture sur la nutrition.

La mise en œuvre des stratégies nécessite que l'on s'investisse substantiellement dans le renforcement des capacités liées à l'agriculture sensible à la nutrition (ASN). Les capacités de qui ? Pour faire quoi ? Cet article décrit l'importance des évaluations des besoins en capacités organisationnelles et des besoins d'apprentissage individuel (voir Encadré 1) ainsi que l'utilisation de méthodes participatives qui permettent à la fois de collecter efficacement de l'information et d'établir un consensus sur les priorités en matière de renforcement des capacités.

Le renforcement des capacités dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition

Le renforcement des capacités dans le domaine de l'ASN prend souvent la forme d'une formation en nutrition offerte aux conseillers agricoles. Cependant, ce type d'agriculture requiert une gamme plus large de tâches, de responsabilités et de niveaux d'engagement. Le Groupe de travail technique sur l'agriculture du MARN a donc demandé à la FAO – avec le soutien de la Commission européenne – de mener une évaluation des besoins en capacités pour éclairer la mise en œuvre du Plan stratégique 2016-2021 pour une ASN.

En réponse à cette demande, la FAO et le MARN ont organisé trois ateliers d'évaluation des besoins en matière de capacités organisationnelles à l'échelle fédérale et à des niveaux décentralisés¹. Ces ateliers poursuivaient deux objectifs : 1) identifier les forces et les lacunes en matière de capacités dans le domaine de l'ASN 2) offrir une formation sur les concepts et les approches de base dans ce domaine. Les ateliers ont été suivis par des participants du MARN, des ministères de l'Élevage et des Pêches, de la Santé et de l'Éducation ainsi que par des partenaires de développement et des organisations de la société civile. Ils ont été organisés en deux parties :

- Tout d'abord, les participants ont construit des arbres de problèmes et de solutions liés à la malnutrition selon des groupes de moyens de subsistance² (petits agriculteurs, paysans sans terre, éleveurs pauvres ou vulnérables, et pauvres urbains). Cet exercice leur a permis d'atteindre une compréhension commune de ce que représentent

l'ASN et les systèmes alimentaires, et de dégager les priorités pour une agriculture sensible à la nutrition dans chaque groupe de moyens de subsistance.

- Deuxièmement, les participants ont évalué les capacités organisationnelles et l'environnement favorable à l'ASN. Les participants ont travaillé en groupes pour identifier les principaux intervenants qui sont impliqués ou qui devraient être impliqués dans l'ASN, et évaluer qualitativement leurs capacités de :
 - formuler et réviser les politiques liées à l'ASN ;
 - élaborer et mettre en œuvre des programmes liés à l'ASN ;
 - suivre les résultats ;
 - se coordonner avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui travaillent dans le domaine de la nutrition.

La méthodologie s'appuie sur l'approche de renforcement des capacités de la FAO³ et sur le guide d'évaluation de la capacité nutritionnelle du Réseau des Nations Unies pour SUN⁴. Les ateliers ont notamment présenté des enquêtes sur les besoins en capacités déjà réalisées par des partenaires en Éthiopie ainsi que les enseignements tirés des programmes de renforcement des capacités courants dans le domaine de l'ASN.

Parmi les points forts, les participants ont mentionné la Stratégie en matière d'ASN du MARN, l'équipe chargée de la nutrition et le Groupe de travail technique qui, tous, soutiennent l'intégration de la nutrition dans l'agriculture. Les principaux programmes (comme le Programme de croissance de l'agriculture) contiennent des mesures actives pour intégrer la nutrition, et le pays possède les ressources nécessaires pour collecter des données sur la consommation alimentaire locale, un indicateur clé dans le domaine de l'ASN.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, les priorités fixées par les participants sont les suivantes :

- Sensibilisation à l'ASN et formation en la matière auprès d'un éventail élargi d'employés et à plus grande échelle, tant au niveau fédéral qu'au niveau du woreda (district) ;
- Renforcement de la coordination multisectorielle, en particulier à des niveaux décentralisés où la communication entre les organes de coordination de l'agriculture et les organismes de coordination de la nutrition est limitée ;
- Plaidoyer de haut niveau pour renforcer l'engagement politique en faveur de l'ASN dans tous les ministères pertinents (y compris le ministère de l'Élevage et des Pêches) et à tous les niveaux de la prise de décision ;
- Renforcement de la structure gouvernementale liée à l'ASN, en particulier en accordant plus d'autorité aux conseillers en nutrition dans la prise de décision et en assurant un soutien accru à la nutrition dans les secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- Assurance que la nutrition soit abordée dans les principaux cadres stratégiques liés à l'alimentation et à l'agriculture ;

¹ Les niveaux territoriaux sont les suivants : fédéral, région, zone, woreda (district) et kebele (la plus petite unité de gouvernement local ou quartier). Les régions couvertes comprennent Oromia, Amhara, Tigray et Afar.

² Utilisation de la méthodologie de la FAO « S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble » : www.fao.org/3/a-i3516f.pdf

³ <http://www.fao.org/capacity-development/resources/fao-learning-material/learning-modules/fr/>

⁴ Réseau des Nations Unies pour SUN. 2016. Guide d'orientation pour l'évaluation de la capacité nutritionnelle. Disponible sur le site Web ONU SUN.

- Surveillance des programmes d'ASN, notamment à travers une utilisation accrue d'indicateurs des besoins individuels alimentaires (par exemple, une diversité alimentaire minimale pour les femmes) et une meilleure intégration des données sur la santé et l'agriculture.

Les résultats des ateliers servent à éclairer la conception et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités bien coordonnées dans le domaine de l'ASN. Ces activités sont dirigées par le gouvernement et soutenues par des agences des Nations Unies, des ONG et des partenaires de développement aux niveaux fédéral et du woreda en Éthiopie.

Évaluations des besoins d'apprentissage : le cas des conseillers agricoles

L'évaluation des besoins en capacités participatives décrite ci-dessus se concentre sur les capacités organisationnelles et l'environnement favorable, mais il est également important de cibler les personnes responsables de la réalisation des tâches identifiées. Il s'agit notamment des décideurs et des conseillers, des concepteurs de programmes et des personnes chargées de la mise en application, des experts en données, des conseillers agricoles et des agriculteurs. Pour que le renforcement des capacités soit efficace, il faut identifier ce qu'ils peuvent faire pour l'ASN et ce qu'ils doivent savoir et savoir comment faire pour remplir leur rôle.

Le MARN a déjà déterminé qu'il est prioritaire de renforcer les capacités des conseillers agricoles en matière de nutrition et, avec le soutien de la FAO, il a créé un groupe de travail technique comprenant des ONG et des partenaires de développement pour élaborer des documents de formation de référence qui leur seront destinés. Les leçons tirées des expériences en Afrique montrent que les documents sur la nutrition destinés aux conseillers agricoles s'appuient souvent sur les ressources proposées aux agents de santé communautaire et ne sont pas adaptées aux tâches et aux besoins d'apprentissage des conseillers agricoles, de sorte que l'adhésion et l'utilisation des formations sont restreintes. Pour éviter une situation similaire, la Direction des services-conseils du MARN et la FAO ont réalisé ensemble une **évaluation des besoins d'apprentissage**.

La première étape comportait la préparation d'un « livre blanc » décrivant les catégories d'agents de vulgarisation⁵, leurs termes de référence, les tâches liées à la nutrition qu'ils pourraient être invités à effectuer ; les connaissances et les compétences dont ils ont identifié des besoins d'apprentissage communs et spécifiques pour chaque type de conseillers agricoles. Les conclusions du livre blanc ont été discutées lors d'un atelier multipartite tenu en décembre 2016, où les participants ont identifié des besoins d'apprentissage communs et spécifiques pour chaque type de conseillers agricoles. Les principaux besoins en matière de connaissances comprenaient : les formes, les causes et les conséquences de la malnutrition ; les processus d'impact entre l'agriculture / l'élevage / la pêche et la nutrition ; une alimentation saine et la valeur nutritive des aliments ; les rôles liés aux genres et la nutrition ; et les rôles des différents secteurs de la nutrition. Les besoins de compétences clés incluent l'analyse des causes de la malnutrition à l'échelle locale ; l'amélioration de la production et la transformation d'aliments nutritifs (notamment les fruits, les légumes, le bétail et les produits de pêche) ; les activités de communication visant un changement de comportement ; la collaboration avec des équipes multidisciplinaires. Les

Un petit agriculteur du sud de l'Éthiopie



résultats ont fourni la base d'un programme de formation complet et adapté aux besoins des conseillers agricoles ; cette base oriente l'élaboration des documents de formation commandés par le MARN.

Leçons apprises

Pour réussir à renforcer les capacités dans le domaine de l'ASN, il est essentiel que les formations et le soutien soient adaptés aux divers professionnels de l'agriculture concernés. Les méthodes d'évaluation des besoins en capacité participative et les évaluations des besoins d'apprentissage nécessitent un engagement de temps considérable, mais sont essentielles pour garantir les efforts pour atteindre les objectifs de développement des capacités ; créer une vision commune et un ensemble de priorités partagées qui permettent aux partenaires de coordonner leurs efforts pour étendre les ASN.

Les principaux défis rencontrés dans l'expérience éthiopienne ont été le temps requis pour ajuster les ressources d'assistance financière et technique nécessaires et de faire converger la disponibilité de toutes les parties prenantes clés ; la fatigue associée aux nombreux processus de consultation ; et la nécessité de maintenir le dynamisme après les ateliers. Mais grâce aux évaluations des ateliers, les participants ont confirmé que l'exercice était très important et très efficace. Les principaux facteurs de succès comprenaient un leadership gouvernemental fort dans le processus, ainsi que la volonté et l'enthousiasme démontrés par les partenaires à l'idée de travailler ensemble et de partager leurs connaissances, leurs ressources et leurs expériences.

Remerciements: L'article et le processus décrit résultent d'un travail d'équipe rendu possible par les contributions clés de Sally Berman (Agent de capacité et de développements, siège de la FAO), Yvette Fautsch Macías (Fonctionnaire en nutrition, FAO-HQ), Robert Fungo (Consultant en nutrition, Éthiopie, FAO), Tarik Kassaye (Consultant en nutrition, Éthiopie, FAO) et Dia Sanou (Responsable nutrition, Afrique de l'est, FAO).

Références

FAO, 2017: *Integration of Nutrition in Agriculture Extension Services in Africa - A desk review of country case studies, pre-service and in-service training materials* www.fao.org/3/a-i6891e.pdf

⁵ Les catégories de conseillers agricoles étaient : des experts chargés de la coordination des productions agricoles, du bétail, des ressources naturelles, de la santé animale et des coopératives agricoles, ainsi que des agents de développement de l'agriculture « chef de kebele ».



Plaidoyer pour la nutrition en Afrique de l'ouest : Le rôle des alliances de la société civile SUN



Judith Kabore (en haut) est chargée de plaidoyer au bureau régional d'Action Contre la Faim (ACF). Auparavant, elle a travaillé pendant neuf ans au ministère de la santé au Burkina Faso et dans le domaine de la radiodiffusion pendant six ans.

Laure Serra (en bas) a travaillé en qualité de chargée de plaidoyer au bureau régional de l'ACF en 2016, après avoir travaillé pendant quatre ans à l'ambassade de France à New York, où elle a travaillé sur les questions de développement durable.

Construire un réseau de champions de la nutrition de la société civile en Afrique de l'Ouest

Le réseau des Champions de la nutrition¹ comprend des membres de haut niveau des organisations de la société civile et des experts en nutrition et en plaidoyer d'ACF. S'appuyant sur leur capacité en nutrition et en plaidoyer, ces experts se sont associés avec les ONG nationales et les ASC pour lutter pour une meilleure nutrition au niveau national et régional.

Points de vue des représentants de la société civile

« Le SUN CSA au Niger, le Collectif Tous Unis en faveur de la Nutrition (TUN), a été fondée en 2011. À ce moment-là, nous ne connaissions pas bien les activités de plaidoyer et de coordination liées à la nutrition. Grâce au "Projet Champions de la nutrition", nous avons été formés à la programmation et à la mise en œuvre des activités de plaidoyer et nous avons tiré profit de l'expérience d'autres pays pour influencer les politiques nutritionnelles nationales. »

Dr Souley Harouna, coordinateur de la société civile SUN au Niger

« L'opportunité qui nous a été donnée de devenir des champions, de comprendre comment promouvoir la nutrition, de mobiliser d'autres acteurs de la société civile et d'influencer les décideurs politiques est vraiment importante. Lorsque je retournerai dans mon pays, mon rôle sera de partager les compétences et les connaissances que j'ai acquises avec d'autres organisations de la société civile afin que nous puissions continuer à améliorer le profil nutritionnel au Liberia et veiller à ce que les engagements soient respectés. »

Manah Katta, chef du département de nutrition, ACF Liberia

Introduction

Les activités de plaidoyer sont un pilier essentiel de la lutte contre la malnutrition en Afrique de l'Ouest. En 2012, Action Contre la Faim (ACF) a décidé d'investir au niveau régional dans le renforcement des capacités de la société civile et dans le partage des connaissances et de l'expérience grâce à un projet de trois ans qui a désigné des champions de la nutrition de la société civile locale dans 12 pays (Burkina Faso, Tchad, Guinée, Côte d'Ivoire, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Sierra Leone). Leur rôle consistait à mobiliser d'autres parties prenantes pour créer des alliances de la société civile (ASC) pour le renforcement de la nutrition (SUN) où elles n'existaient pas ; créer et mettre en œuvre des plans de promotion au niveau local, influencer les stratégies en matière de nutrition, partager des expériences et participer aux consultations d'échange et d'apprentissage par pays.

Événements de plaidoyer

Un certain nombre d'événements clés ont été organisés au cours des trois années. L'un était une formation au plaidoyer pour 25 membres des ASC de l'Afrique de l'Ouest en octobre 2013, qui a lancé une série annuelle d'ateliers régionaux d'une semaine organisés entre 2013 et 2017. Ces ateliers visaient à renforcer les compétences des membres de l'ASC grâce au partage de connaissances et d'expériences, et à la planification d'activités communes de plaidoyer. Les ateliers ont lancé des discussions sur le renforcement des capacités au niveau régional, ont souligné l'importance de la promotion multisectorielle et ont examiné comment les objectifs nutritionnels pouvaient être intégrés dans d'autres secteurs pertinents, comme l'agriculture et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Partage des expériences de plaidoyer

Les ateliers régionaux ont été une occasion pour les ASC de discuter de la façon dont leurs efforts de promotion s'alignent sur les plans nationaux et sur la façon dont ils établissent des relations de travail réussies avec les points focaux gouvernementaux du SUN et leurs plates-formes multipartites. Au cours du projet, les participants ont discuté des méthodologies et des outils nécessaires pour influencer les politiques publiques multisectorielles et la promotion budgétaire, ont partagé leurs expériences de bonnes pratiques, y compris l'engagement avec

¹ www.actioncontrelafaim.org/fr/node/79678

les parlementaires et les médias, et ont raconté les défis communs auxquels sont confrontés les ASC SUN. Le Mali, par exemple, a partagé son expérience de création d'un réseau de parlementaires en faveur de la nutrition, actif depuis 2015. La Sierra Leone, le Burkina Faso, le Sénégal et la Mauritanie ont donné des exemples concrets où l'influence de leur gouvernement a permis d'augmenter le budget nutritionnel avec une ligne budgétaire spécifique.

Parmi les autres expériences de plaidoyer, nous mentionnerons :

- Le soutien à l'adoption de législations comme le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel² en Guinée-Conakry ;
- La promotion en faveur d'investissements accrus dans l'agriculture sensible à la nutrition au Sénégal ;
- La promotion de l'utilisation d'aliments locaux pour l'alimentation des jeunes enfants en Mauritanie ;
- La sensibilisation accrue à la nutrition au sein du gouvernement, des partenaires et des communautés des États de Yobe et de Jigawa au Nigéria ;
- Le soutien de l'intégration de la nutrition dans les cursus universitaires en médecine à l'Université du Mali ;
- L'accroissement de la coordination de la société civile et des activités de plaidoyer régulières au Niger ; et
- Le développement d'une plate-forme de la société civile SUN au Liberia et au Burkina Faso.

Atelier régional à Dakar

Les représentants de la société civile des 12 pays du SUN se sont réunis pour un atelier de quatre jours à Dakar, au Sénégal, en mars 2017. Cet atelier visait à renforcer les capacités des participants à analyser, à influencer et à surveiller les politiques publiques, ainsi qu'à explorer divers domaines de promotion thématique. Un appui d'experts en plaidoyer a été fourni, créant ainsi un espace de partage des expériences et des connaissances. Mettant à profit les outils de plaidoyer de l'ACF³ et d'autres outils de plaidoyer, tels que ceux de RESULTS⁴, la formation a combiné l'apprentissage théorique et des études de cas, des exercices collectifs et individuels, et des jeux de rôles. L'atelier a adopté une approche globale de la planification conjointe de la promotion et a inclus la cartographie, l'analyse, les cibles et le matériel nécessaires pour atteindre tous les publics. Les discussions sur les politiques de nutrition multisectorielles ont aidé à comprendre le pouvoir des plaidoyers basés sur des données concrètes, et les participants ont vu en la communication un domaine clé pour poursuivre les travaux dans ce sens.

Enfin, un plan régional commun de sensibilisation pour les ASC SUN en Afrique de l'Ouest a été élaboré lors de l'atelier portant sur les objectifs clés suivants :

- Élargir la responsabilité du gouvernement en matière de respect des engagements politiques et financiers liés à la nutrition ;
- augmenter le financement de la nutrition en Afrique de l'Ouest grâce au financement de politiques nationales en matière de nutrition et aux politiques sectorielles contributives ;
- Élaborer, mettre en œuvre et surveiller les politiques publiques qui sont influencées par la société civile en faveur de la nutrition ; et
- renforcer la capacité de la société civile en Afrique de l'Ouest à s'exprimer d'une seule voix.

Pour chaque objectif clé, des activités de plaidoyer spécifiques ont été identifiées et seront menées par le réseau

en 2017 et 2018. Cela inclut des documents communs de plaidoyer pour des occasions spécifiques telles que les réunions avec la Banque mondiale ou les forums de la CEDEAO, la promotion thématique des objectifs de développement durable (ODD) auprès des parlementaires ou en faveur des plans agricoles nationaux, ainsi que consultations aux pays pairs et les contributions au rassemblement mondial SUN.

Les défis et les prochaines étapes

Au cours de cette réunion, les ASC SUN ont travaillé ensemble pour surmonter les défis communs auxquels elles étaient confrontées. Il s'agissait notamment d'avoir accès à l'information liée aux budgets nutritionnels et de surveiller les engagements politiques (tels que les engagements de Nutrition pour la Croissance) pris par les gouvernements et les donateurs internationaux ; de maintenir une bonne coordination entre les acteurs impliqués et conserver les relations avec les gouvernements pour progresser ensemble ; de résoudre les problèmes rencontrés lors du travail en consortiums ; et de comprendre l'importance d'une communication claire, des rôles et des responsabilités spécifiques. Le manque de financement reste l'un des principaux défis car le soutien financier pour les ASC SUN, ainsi que la coordination régionale et les réunions, comme cet atelier, ne peuvent se poursuivre sans un soutien durable.

Les prochaines étapes pour les ASC SUN d'Afrique de l'Ouest sont les suivantes :

- Promouvoir le financement des ASC SUN nationales auprès des donateurs afin de renforcer la nutrition à l'échelle du pays ;
- Mettre en œuvre les activités incluses dans le plan de travail commun de promotion régionale ;
- Produire et publier des documents de synthèse et des outils de plaidoyer ;
- Continuer à partager les réussites en matière de plaidoyer ; et
- Continuer à organiser des ateliers régionaux annuels.

Note : le plan de travail régional de plaidoyer est disponible sur demande auprès du bureau régional d'Afrique de l'Ouest d'Action Contre la Faim (ACF). Email : lserra@wa.acfspain.org

² Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (OMS, 1981) et les résolutions pertinentes de l'Assemblée mondiale de la santé (le Code). <http://ibfan.org/the-full-code>

³ www.actioncontrelafaim.org/fr/actualites/publications

⁴ www.results.org/skills_center/activist_toolkit/



Des réfugiés maliens préparent de la nourriture au camp de réfugiés de M'bera dans le sud-est de la Mauritanie



Renforcement des capacités en matière de nutrition au Kenya : Elaboration d'un nouveau cadre



(de gauche à droite) **Fridah Mutea** est directrice des programmes nutritionnels auprès de l'International Medical Corps (IMC), mission du Kenya. Elle est titulaire d'une licence en alimentation et en nutrition de l'Université d'Afrique de l'Est, Baraton.

Irene Mugure Mugo est agent de développement du renforcement des capacités nutritionnelles nationales de l'IMC, avec huit ans d'expérience en programmation nutritionnelle. Elle est titulaire d'une licence en nutrition et en diététique alimentaire de l'Université d'Egerton.

Caroline Kathiari est coordinatrice du développement des capacités nutritionnelles auprès du ministère de la santé du Kenya et est animatrice du groupe de travail technique sur le renforcement des capacités. Elle est titulaire d'un master en nutrition alimentaire et en diététique.

Olivia Agutu travaille en qualité d'agent de nutrition auprès de l'UNICEF au Kenya depuis 2009. Elle est titulaire d'une licence en nutrition et en diététique alimentaire de l'Université d'Egerton.

Lucy Maina Gathigi est responsable de la nutrition auprès de l'UNICEF au Kenya, spécialisée dans les systèmes d'information. Elle est titulaire d'un master en épidémiologie appliquée et d'une licence en nutrition et en diététique alimentaire.

Note des auteurs : les opinions d'Olivia Agutu et Lucy Maina Gathigi citées dans cet article sont les leurs et non celles de l'UNICEF.

Introduction

Le Kenya a fait de grands progrès dans l'amélioration de la nutrition, en particulier de 2009 à 2014. Cette période a vu un recul du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 35 % à 26 %, une baisse du taux de l'émaciation de 7 % à 4 % et celle de l'insuffisance pondérale de 16 % à 11 %, tandis que l'allaitement maternel exclusif chez les nourrissons âgés de 0 à 6 mois a presque doublé de 32 % à 61 %¹. L'obésité infantile est restée inférieure à 5 %. Le rapport sur la nutrition mondiale de 2015 a déclaré que le Kenya était le seul pays au monde en voie d'atteindre les cinq objectifs de la nutrition maternelle et infantile de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS)². Le maintien de ce progrès nécessite diverses stratégies ; l'une d'elle étant le renforcement des compétences en matière de nutrition à tous les niveaux.

Nécessité d'un cadre de développement kenyan de compétences en nutrition (Kenyan Nutrition Capacity Development Framework, KNCDF)

Le développement des compétences est le processus par lequel les individus, les groupes, les organisations et les sociétés améliorent et organisent leurs systèmes, leurs ressources et leurs connaissances. Cela se reflète dans leur capacité au niveau individuel ou collectif à exercer des fonctions et à résoudre des problèmes afin d'atteindre et de soutenir les objectifs de développement. Pendant plusieurs décennies au Kenya, les lacunes en matière de compétences, au niveau du système, de l'organisation et du personnel formé à la nutrition, ont limité la mise en œuvre à grande échelle des programmes de nutrition et la capacité des communautés à réclamer des services.

Avant le KNCDF, le secteur de la nutrition n'avait aucun cadre d'interventions spécifiques pour répondre aux capacités du secteur de la nutrition pour soumettre le programme prévu. Les efforts de développement de compétences étaient largement axés sur l'identification ad hoc de la formation à fournir aux agents de santé pour mettre en œuvre des interventions spécifiques à la nutrition, tel que le traitement de la malnutrition aiguë sévère. Le Kenya s'est inscrit au Mouvement du renforcement de la nutrition (SUN) en 2012, s'engageant ainsi auprès des réseaux SUN dans la lutte contre la malnutrition et la promotion de programmes de nutrition multisectoriels. Cela a incité à repenser la stratégie de développement des compétences nutritionnelles du pays, entraînant de ce fait, un examen approfondi des systèmes de nutrition, des compétences organisationnelles et des techniques, et donnant ainsi la possibilité aux communautés de faire respecter leurs droits et d'accéder aux services de nutrition.

Processus d'élaboration du cadre

Le KNCDF a été développé par le biais du Groupe de travail sur le renforcement des compétences (CDWG) sous la direction du ministère de la Santé en tant que secrétariat (par l'intermédiaire de l'Unité de nutrition et de diététique) et impliquait d'autres parties prenantes : des ministères sectoriels (Agriculture, Eau et Éducation) ; l'organisme de réglementation (Kenya Nutritionist and Dietetics Institute, KNDI) ; l'UNICEF (contribution technique et financière) ; des partenaires d'exécution (l'International Medical Corps

¹ Kenya Demographic Health Survey, 2014.

² Rapport 2015 sur la nutrition mondiale, profil nutritionnel par pays : Kenya. Washington DC. <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/129819/filename/130030.pdf>

présidant le CDWG) ; et l'apport technique d'autres OING, y compris Action Contre la Faim, Save the Children, Concern Worldwide, Helen Keller International et des représentants du milieu universitaire. Des réunions régulières du groupe de travail ont eu lieu au niveau national, avec une grande implication des principales parties prenantes des comtés (Le Kenya a un système gouvernemental décentralisé) par le biais d'ateliers à l'échelle nationale et du comté.

Pré-test au niveau du comté

Le ministère de la Santé (gouvernement national et du comté de Kilifi), avec le soutien de l'International Medical Corps et de l'UNICEF, a effectué un pré-test du KNCDF, ainsi que de son guide opérationnel et ses outils dans le comté de Kilifi en 2016. Une équipe principale de gestionnaires de la santé du comté (CHMT) comprenant trois gestionnaires de la santé du comté de Kilifi a été constituée pour diriger le processus, qui comprenait la collecte de données et les entrevues avec les informateurs clés. Les résultats étaient, entre autres, les suivants

- **Compétence du système** : le gouvernement du comté de Kilifi a élaboré / adopté des documents de planification incluant un plan de développement intégré du comté (CIDP), un plan stratégique du secteur de la santé du comté (CHSSP) et un plan d'action nutritionnelle du comté (CNAP), bien que les activités de santé et de nutrition n'aient pas toujours été mises en œuvre comme stipulé à cause de contraintes budgétaires.
- **Politiques** : le comté a mis en place certaines politiques nationales clés, comme par exemple la politique obligatoire de fortification des aliments et le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, et leur application au niveau du comté a été renforcée. Des projets de loi à l'étude à l'échelle du comté comprenaient une loi sur la santé et une loi sur la santé maternelle et infantile. Cependant, il existait un manque cruel de directives nutritionnelles clés à l'échelle des établissements.
- **Compétence organisationnelle** : des outils de rapports ont été mis en place dans les installations échantillonnées, y compris plusieurs forums / systèmes visant à évaluer la qualité et les performances des données ; et la nutrition était intégrées dans la plupart des systèmes. Cependant, les forums n'ont pas eu lieu régulièrement.
- **Compétence technique** : le nombre de nutritionnistes était encore inférieur aux niveaux recommandés, en dépit des efforts de recrutement du comté. Les formations des agents en charge de la nutrition étaient la plupart du temps basées sur des interventions spécifiques à la nutrition, alors que les problèmes émergents comme les maladies non transmissibles (MNT) étaient négligés. Les agents en charge de la nutrition ont signalé la nécessité d'un plus grand renforcement des compétences afin qu'ils soient à même d'offrir de meilleurs services en lien avec la nutrition.
- **Capacité communautaire** : seules 78 unités communautaires (UC), dont 74 fonctionnelles, ont été établies dans le comté, contre les 256 recommandées. Certains volontaires de santé communautaire (CHV) ont été formés au module de base de la santé communautaire ; cependant, aucun n'a été formé sur le module standard de nutrition communautaire. La stratégie de santé communautaire est opérationnelle, mais le système de référence n'a pas été très efficace.

Les résultats, dévoilés lors d'une réunion d'une journée avec des intervenants clés en matière de nutrition, ont souligné la

Citations des parties prenantes

« Nous connaissons le sujet, mais nous n'avions pas saisi l'ampleur des lacunes existantes, certaines des choses soulevées par l'évaluation sont choquantes. »

Membre du comité exécutif pour la santé du comté de Kilifi.

« Nous sommes désormais en mesure de quantifier nos défis. »

Membre de la CHMT, indiquant des graphiques à barres montrant le nombre de nutritionnistes actuellement employés par rapport au nombre recommandé.

nécessité pour la CHMT de diriger toutes les parties prenantes dans la hiérarchisation de la mise en œuvre et le comblement des lacunes identifiées. Le guide opérationnel du KNCDF stipule que les évaluations de compétences sont menées tous les deux ans et demi afin de permettre la mise en œuvre et le suivi des initiatives de compétence, guidées par les lacunes et les mesures de suivi stipulées par les comtés à partir d'une évaluation de compétence.

L'apport d'information du pré-test dans le comté de Kilifi était essentiel au guide opérationnel final du KNCDF et à la compétence nutritionnelle³. Le Groupe de travail sur le renforcement des compétences a soutenu six autres comtés dans la mise en place d'une activité similaire. L'établissement d'une évaluation de compétence nécessite de nombreuses ressources techniques, humaines et financières ; une évaluation coûtant environ 12 000 USD, même si les coûts varient d'un pays à l'autre. Le secteur de la nutrition préconise au gouvernement (national et du comté) d'inclure cette activité dans ses plans de travail annuels au titre de lignes budgétaires de la santé et de la nutrition, bien que des fonds supplémentaires puissent être nécessaires auprès des donateurs.

Enseignements tirés

- Toutes les parties prenantes (au niveau du comté et au niveau national) doivent être impliquées dans l'ensemble du processus d'évaluation des compétences, et le gouvernement national doit donner des orientations générales.
- Le comté doit prendre l'initiative dans le processus car cela lui permet de mieux articuler ses problèmes, de combler les lacunes et de rechercher localement des solutions. La CHMT doit jouer un rôle principal dans la conduite des évaluations et fournir une direction et un leadership dans la mise en œuvre des plans d'action élaborés.
- Une promotion continue est nécessaire afin d'assurer une allocation budgétaire au processus (et la nutrition en général) dans le cadre des plans de travail annuels du comté, et ce en raison d'activités concurrentes au niveau du comté.
- Les ministères responsables reconnaissent davantage leur rôle dans la nutrition lorsqu'ils comprennent les lacunes révélées par ce processus. À l'heure actuelle, les évaluations sont axées sur des questions spécifiques à la nutrition, mais à l'avenir, les ministères peuvent envisager d'inclure des actions relatives à la nutrition.
- Les lignes directrices donnent une feuille de route claire sur la façon de traiter les questions de compétence en matière de nutrition. Cependant, l'obtention des allocations budgétaires nécessaires à la mise en œuvre des changements recommandés demeure un défi majeur.

³ Les deux documents ne sont toujours pas finalisés mais disponibles par courrier électronique : fmutea@internationalmedicalcorps.org



Définir une politique nationale sur l'alimentation et la nutrition au Nigéria

Ambarka Youssoufane, spécialiste régionale de la gestion des connaissances en Afrique de l'Ouest de l'ENN, interrogée par **Roselyn Gabriel**, directrice adjointe de l'alimentation et de la nutrition, au ministère du budget et de la planification nationale, sur le processus d'élaboration de la politique nationale alimentaire et nutritionnelle au Nigéria.



Roselyn Gabriel a travaillé dans le domaine de la nutrition à l'échelle nationale pendant les 30 dernières années, a supervisé et surveillé la programmation de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë (CMAM) et a réalisé des sensibilisations au niveau communautaire pour accroître les connaissances relatives à la nutrition. Elle possède un master en santé publique.

Contexte

Le Nigeria est un pays riche en ressources naturelles et humaines, mais où la pauvreté demeure omniprésente. Les enfants des ménages les plus pauvres sont quatre fois plus susceptibles de souffrir de malnutrition que les enfants des familles les plus riches et le pays a le plus grand nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance (petit pour leur âge) de toute l'Afrique subsaharienne et des niveaux très élevés d'émaciation (voir encadré¹). À l'instar des autres pays à revenu faible et intermédiaire (LMIC), le Nigeria est également confronté au double fardeau de la malnutrition : coexistence de la sous-nutrition et du surpoids / obésité au niveau des ménages et de la communauté.

En réponse au besoin urgent d'intensification des interventions nutritionnelles rentables à impact élevé, en avril 2016, le Nigéria a adopté une nouvelle politique alimentaire et nutritionnelle nationale (NFNP) qui reflète les problèmes émergents tels que l'importance des premiers 1 000 jours et la recrudescence de la prévalence des maladies non transmissibles (MNT) liées au régime alimentaire. Le processus d'élaboration de la nouvelle politique a été long, impliquant de multiples parties prenantes (y compris le Ministère de la santé et des bureaux étatiques de la nutrition), piloté par le Ministère du budget et de la planification nationale et soutenu par des partenaires du développement et des acteurs non gouvernementaux.

La nouvelle NFNP a été saluée pour ses objectifs SMART (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps) fixés dans le but de réduire le retard de croissance et l'émaciation, entièrement chiffrés et qui

identifient les allocations actuelles de ressources et la mobilisation des ressources.

1. La nouvelle politique est une réalisation importante. Comment s'est déroulée sa création ?

La volonté d'examiner la politique est venue des résultats de l'enquête sur la santé démographique en 2013, une étude qui a révélé des niveaux très élevés d'émaciation (environ 18 %), des niveaux élevés de retard de croissance, d'anémie et des déficiences de micronutriments spécifiques, tels que la vitamine A et l'iode. Le Ministère du budget et de la planification nationale a lancé un comité avec les parties prenantes concernées pour examiner l'ancienne politique nutritionnelle de 2001, ce qui a servi de projet initial. Cette politique originale était devenue obsolète en raison d'une mauvaise mise en œuvre, d'un financement insuffisant et d'une coordination inefficace. Elle ne tenait pas non plus compte des initiatives émergentes, à savoir la naissance du Mouvement SUN (le Nigeria l'a rejoint en 2011), la montée des MNT et le concept des 1 000 jours.

Trois séries différentes de réunions ont été organisées pour assurer une maîtrise maximale : réunions étatiques dans les trois régions du pays (sud, est et nord) ; réunions techniques au niveau national ; et réunions de validation avec tous les commissaires nationaux. La politique a été lancée par la Première Dame, montrant ainsi un engagement au plus haut niveau, et les 36 États nigériens s'appliquent désormais à adapter la politique de nutrition à leur contexte spécifique. Chaque état élabore donc son propre plan d'action dérivé de la politique.

2. Avez-vous demandé des conseils externes ou pris d'autres pays en exemple pour l'élaboration de cette politique ?

De nombreux partenaires ont été impliqués, y compris les départements et agences ministériels, les agences des Nations Unies, les universitaires, etc., apportant des connaissances et expériences diverses au processus. Une assistance technique a également été fournie par l'UNICEF grâce au recrutement de consultants, qui ont fourni un soutien technique et une expertise pour les consultations régionales et nationales des

Encadré 1 Faits essentiels sur la nutrition au Nigeria

Emaciation (rapport poids/ taille insuffisant) chez les enfants de moins de cinq ans : 18% (2013)¹

Retard de croissance (rapport taille/ âge insuffisant) chez les enfants de moins de cinq ans : 42 % (2003) ; 37 % (2013)

Taux d'allaitement exclusif des nourrissons de moins de 6 mois : 17 % (2013)

Déficit en vitamine A chez les enfants de 6 à 59 mois : 42 % (2013)

Anémie chez les femmes en âge de procréer : 49 % (2013)

Surpoids / obésité chez les adultes : 33 % ; 11 % (2014, GNR)

Source: Nigeria Demographic and Health Survey (NDHS) (2013)

¹ Les taux d'émaciation ont tendance à augmenter de façon saisonnière au cours de l'année et seront plus élevés si une enquête est menée pendant la saison de soudure. Par exemple, le rapport mondial sur la nutrition estime au Nigéria le taux de SAM à 8 % : <http://ebrary.ifpri.org/utis/getfile/collection/p15738coll2/id/129994/filename/130205.pdf>

parties prenantes, l'élaboration de différentes ébauches et l'intégration des commentaires de divers participants.

3. Quelles sont les principales priorités de la politique alimentaire et nutritionnelle du Nigeria ?

L'objectif de la nouvelle NFNP est d'atteindre un état nutritionnel optimal pour tous les Nigériens d'ici 2024, en mettant l'accent sur des groupes tels que les nourrissons et les enfants, les adolescents, les femmes en âge de procréer et les personnes dans des circonstances difficiles (par exemple celles qui vivent avec le VIH / SIDA et les personnes déplacées à l'intérieur du pays). La nécessité de prévenir et de contrôler les MNT et l'importance d'intégrer les considérations alimentaires et nutritionnelles dans les plans de développement au niveau des gouvernements fédéral, étatique et local est aussi reconnue.

Les objectifs clés de la NFNP ont été définis en accord avec les objectifs mondiaux pour 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS)² et comprennent :

- La réduction du taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 37 % en 2013 à 18 % d'ici 2025 ;
- La réduction de l'émaciation infantile, y compris la malnutrition aiguë sévère (SAM), de 18 % en 2013 à 10 % en 2025 (l'objectif de l'AMS est de le réduire à 5 %) ;
- La réduction de l'anémie chez les femmes enceintes de 67 % en 2013 à 33 % en 2025 ;
- L'augmentation du taux exclusif d'allaitement maternel de 17 % en 2013 à 65 % d'ici 2025 ; et
- La suspension de l'augmentation de la prévalence de l'obésité chez les adolescents et les adultes d'ici 2025.

Il existe plusieurs autres cibles qui impliquent une ampleur croissante des interventions, telles que l'accès universel des ménages au sel iodé, la supplémentation en zinc pour la gestion de la diarrhée, la proportion d'enfants qui reçoivent des comprimés de déparasitage et la couverture de la supplémentation en vitamine A.

4. La nouvelle politique a-t-elle été budgétisée ? Quel était le processus de calcul des coûts et quelle proportion doit être financée par le gouvernement et les partenaires d'aide au développement ?

Après le processus de développement des politiques, les intervenants en nutrition ont élaboré un plan d'action chiffré avec le soutien de " l'Initiative pour les micronutriments " (maintenant Nutrition International), qui a fourni une assistance technique pour appuyer le processus. La NFNP de 2001 a souffert de l'absence d'une ligne budgétaire spécifique qui a entravé la mise en œuvre des activités de nutrition. C'est la raison pour laquelle le gouvernement fédéral a demandé des lignes budgétaires spécifiques pour financer le plan d'action. Le président a chargé les ministères concernés de créer des lignes budgétaires spécifiques pour financer les activités de nutrition basées sur la NFNP. Le budget national de 2017 était censé prendre ces dispositions.

Des discussions sont, cependant, toujours en cours avec différents ministères au fin de se conformer aux instructions présidentielles. Bien qu'il soit difficile d'évaluer clairement la limite du budget créé grâce à des fonds provenant de sources intérieures à ce stade, nous sommes convaincus que ce mécanisme, associé aux fonds provenant de sources extérieures, permettra d'accroître les interventions nutritionnelles pour atteindre les objectifs de la politique.

5. Dans quelle mesure la politique est-elle reliée aux gouvernements fédéraux ?

La politique couvre des domaines multisectoriels et est donc susceptible de relever des défis dans le traitement des problèmes de malnutrition. En effet, bien que nous sachions que les défis nutritionnels sont élevés, nous savons aussi qu'ils sont inégalement répartis à travers le pays. Ainsi, les États sont en train d'adapter la politique en tenant compte du contexte local en élaborant leur propre plan d'action. Le plan d'action de l'État sera chiffré et servira à solliciter les fonds auprès des États, en assurant un meilleur alignement et une meilleure coordination avec la NFNP. Le plan d'action national prendra également en compte les différents secteurs concernés et développera des stratégies et des activités spécifiques pour chaque secteur.

6. Quels ont été les défis les plus importants dans la rédaction et l'adoption de la politique ?

L'un de nos principaux défis a été d'organiser des réunions avec toutes les parties prenantes, surtout lorsque le pays a été confronté à toute une série d'interventions d'urgence en matière de nutrition dans le nord-est, en raison de l'insurrection de Boko Haram. Ceci a mobilisé d'importants efforts gouvernementaux, notamment la mise en place d'une expertise en matière de nutrition. Rechercher des fonds pour l'organisation des réunions a également posé un problème ; cependant divers partenaires ont commencé à s'intéresser au processus et le gouvernement a également fourni des fonds.

Lorsque le texte politique fut rédigé puis finalisé, il a été particulièrement difficile d'obtenir l'appui du gouvernement fédéral, en raison des élections générales de 2015 et du nouveau gouvernement qui s'en suivit. Il nous a fallu du temps pour présenter notre politique à la nouvelles administration et nous avons dû attendre que le gouvernement soit pleinement opérationnel avant de la dévoiler. Tout cela a été fait par l'intermédiaire du Conseil national de la nutrition (NCN), qui est présidé par le vice-président et qui constitue la plus haute instance décisionnelle en matière de nutrition. La NFNP a été l'un des premiers documents auxquels s'est penchée la nouvelle administration.

7. Enfin, quels conseils donneriez-vous aux autres gouvernements des pays tiers de la région qui souhaiteraient suivre l'exemple du Nigeria ?

L'une des grandes leçons que nous avons retenues est qu'il y a lieu de travailler avec tous les intervenants des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et ceux de la société civile. Les entreprises devraient être même invitées aux discussions. Le domaine de la nutrition exige des interventions multisectorielles qui auront le plus fort impact. C'est la raison pour laquelle la mobilisation de tous les intervenants est nécessaire dès l'étape de l'élaboration des politiques. C'est la seule façon d'être efficace et de garantir l'acceptation d'autrui et une compréhension optimales. Au Nigeria, le Mouvement SUN a joué un rôle efficace pour regrouper les personnes autour du point central SUN qui siège au Ministère de la santé ; le Comité national de l'alimentation et de la nutrition (NCFN) joue le rôle de gestionnaire de réseau du gouvernement. Aujourd'hui, la nutrition suscite un engagement très élevé à l'échelle mondiale et nous sommes convaincus que la nouvelle politique aidera à aborder la question de la malnutrition conformément à ces objectifs et initiatives mondiaux.

² www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/

Un groupe de récolteuses en route pour récolter les cultures saisonnières à Rautahat, au Népal

WFP/Santosh Shahi



Outils en ligne

La consolidation des partenariats USAID, les résultats et les innovations dans le cadre du projet Nutrition Global (SPRING) (qui doit prendre fin cette année) recèlent une immense richesse, notamment des outils faisant le lien entre l'agriculture et la nutrition, des études de cas, des exposés techniques, des indicateurs et plus encore. www.spring-nutrition.org/stories/spring-promotes-nutrition-sensitive-agriculture

SPRING a des outils connexes, notamment ceux relatifs aux activités de plaidoyer Pour des agents de santé communautaire (ASC) dans le cadre de la nutrition pour identifier les lacunes dans la prestation des services de nutrition des ASC dans des pays spécifiques, en particulier sur les programmes nationaux du secteur public. Les diapositives présentent les systèmes de formation, de soutien, de suivi et de parrainage nécessaires pour développer les services de nutrition des ASC. www.spring-nutrition.org/publications/series/community-health-worker-nutrition-advocacy-tool

Pour compléter ses modules de formation en ligne sur l'amélioration de la nutrition grâce à l'agriculture et aux systèmes alimentaires, la FAO a élaboré une boîte à outils sur la façon de concevoir, de mettre en œuvre, de surveiller et d'évaluer les politiques et les programmes alimentaires et agricoles sensible à la nutrition. www.fao.org/nutrition/policies-programmes/toolkit/en/

Le projet intitulé "Impact nutritionnel et pratique positive" (INPP) est une initiative communautaire visant à améliorer la sécurité nutritionnelle et les pratiques de soins à travers des changements de comportement des ménages, notamment de promouvoir l'amélioration des soins et des pratiques alimentaires, ainsi que l'utilisation des matériels en matière d'hygiène et d'assainissement et des jardins potagers. Le projet cible les personnes / ménages à haut risque et est actuellement mis en œuvre au Soudan, au Soudan du Sud, au Zimbabwe, au Malawi et au Niger. La boîte à outils fournit des conseils précieux pour aider les professionnels à mettre en œuvre l'approche INPP.

www.goalglobal.org/nipp

HANCI-Afrique est un outil de plaidoyer, de suivi du respect des engagements et des responsabilités des gouvernements de 45 pays d'Afrique à lutter contre la faim et la sous-nutrition. L'indice compare les pays dans trois domaines d'engagement : les lois, les politiques et les dépenses.

<http://africa.hancindex.org>

La "banque du savoir en nutrition" est une source d'informations en libre accès relatifs aux questions de l'alimentation sous forme de fiches d'information et de messagerie mobile. Ces informations sont développées pour améliorer les connaissances et les comportements afin de réduire la malnutrition dans les pays bénéficiaires de l'initiative Nutrition. Les informations s'appuient sur des voies définies dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition et des interventions dans le domaine de la santé spécifiques à la nutrition. www.cabi.org/nutritionkb

Cours en ligne

Les cours en ligne de l'USAID présente les principes fondamentaux de l'agriculture sensible à la nutrition et fournit des lignes directrices aux professionnels pour concevoir des programmes favorisant l'accès à des aliments riches en éléments nutritifs et à la diversité alimentaire.

agrilinks.org/training/nutrition-sensitive-agriculture

LSHTM offre aussi des cours en libre accès (dont une version à bas débit), qui explore les liens multisectoriels entre l'agriculture, la nutrition et la santé, met en relief les données existantes et identifie les solutions programmatiques possibles.

www.lshtm.ac.uk/study/freeonlinecourses/agriculture/index.html

Autres ressources

La liste de vérification du Mouvement SUN sur les « bons » programmes nutritionnels nationaux est la première étape dans le but d'établir les normes et les lignes directrices qui permettront aux gouvernements de concevoir des plans de nutrition appropriés. Les recommandations sont réparties entre cinq thèmes : l'analyse de la situation, l'engagement des parties prenantes, les coûts, les modalités de mise en œuvre et le suivi, avec des critères tels que les objectifs SMART en matière de nutrition et les mécanismes de gouvernance, de responsabilisation, de gestion et de coordination. www.securenutrition.org/resource/checklist-criteria-and-characteristics-good-national-nutrition-plans

Avec de courts extraits vidéo, les chefs d'équipe du groupe de la Banque mondiale expliquent, à l'aide d'exemples concrets, comment les activités agricoles sensibles à la nutrition s'intègrent à un projet, en mettant l'accent sur la façon dont le contexte du pays et les conditions initiales influent sur le type d'intervention. <https://olc.worldbank.org/content/nutrition-sensitive-agriculture-projects---demystified>



WFP/Judith Schuler

Dés élèves utilisent une pompe à eau pour se laver les mains après leur repas au Libéria



Gérer la gestion des connaissances pour le Mouvement SUN

La gestion des connaissances (knowledge management ou KM) est un terme relativement nouveau dans le monde du développement humanitaire et dans le discours nutritionnel mondial. Au cours des dernières années, la dynamique mondiale autour de la nutrition a donné lieu à une augmentation du nombre d'acteurs KM et d'initiatives dans le domaine de la nutrition. Ce travail de gestion des connaissances englobe les domaines de la documentation pour l'apprentissage et du savoir-faire en fonction des expériences pratiques, de la recherche et de l'accumulation de données probantes, de la synthèse et de la diffusion des résultats. C'est de plus en plus reconnu qu'une base propice en matière de réflexion et de documentation est plus que souhaitable. Elle est indispensable pour élaborer efficacement des programmes et des politiques en matière de nutrition.

Les contextes dans lesquels apparaissent les problèmes de nutrition sont nombreux et variés, tandis que la compréhension des interventions efficaces (spécifiques et sensibles à la nutrition) et leur réalisation ne cessent de se développer. Cependant, malgré des progrès importants dans de nombreux domaines de la nutrition, il existe encore de fortes lacunes pour comprendre les aspects techniques de la conception et de la réalisation des programmes, ainsi que les structures à la base de l'architecture institutionnelle et de la gouvernance. Dans certains cas, il existe une solide base de connaissances, mais cette information n'atteint pas les bonnes personnes au bon moment et de la bonne manière.

Bien que l'importance de cette nouvelle discipline qu'est la gestion des connaissances soit reconnue, les occasions de l'harmoniser ont été peu nombreuses. La coordination de la KM s'avère cruciale pour assurer la complémentarité, la cohérence et le caractère approprié des priorités. Afin de catalyser et de mieux coordonner la gestion des connaissances dans le secteur de la nutrition, le Secrétariat du Mouvement de renforcement de la nutrition (SUN) et ENN ont organisé une réunion à Genève au début de l'année 2017 pour rassembler des représentants de diverses organisations travaillant dans ce domaine.

Le Mouvement SUN a contribué de façon importante au développement du secteur de la nutrition à l'échelle mondiale, mobilisant gouvernements, secteurs et parties prenantes pour atteindre les objectifs de malnutrition et par la mise en place de plates-formes pour faciliter la coordination. Il a également créé de nouvelles possibilités de partage et d'apprentissage parmi les différents groupes impliqués dans la nutrition. L'ENN a joué un rôle (dans le cadre du programme d'Assistance technique pour la nutrition (ATN)) pour soutenir, coordonner et administrer la

KM dans le Mouvement SUN en tant que partenaire durant la seconde phase du Mouvement (2016-2020).

Identifier les synergies, éviter les doubles emplois

Plusieurs agences utilisant des approches diverses concernant la gestion des connaissances ont participé pendant deux jours à la réunion KM SUN à Genève. Les participants correspondaient aux employés KM de différentes agences des Nations Unies (UNICEF, PAM, REACH) ; des représentants d'initiatives mondiales et régionales liées directement ou indirectement à la gestion des connaissances (SAFANSI, Glopan, Alive & Thrive, SPRING) ; des chercheurs scientifiques ainsi que d'autres représentants d'organisations et d'universités axés sur la recherche ou axées sur le savoir (IDS, IFPRI, SISN, Sight & Life, Secure Nutrition). Les fournisseurs d'assistance technique dans le cadre du programme ATN (Nutrition International et MQSUN), le Secrétariat du Mouvement SUN et les réseaux mondiaux SUN (société civile, ONU, entreprises et donateurs) étaient également présents.

Chaque organisation a présenté au groupe ses dossiers et ses priorités actuels en matière de KM. Ce fut l'occasion d'identifier les synergies avec d'autres organisations, les éventuels doubles emplois et les disparités (sur les plans géographique, thématique et en termes de méthodologie). Le Secrétariat du Mouvement SUN a également partagé les perspectives démontrées dans la feuille de route 2016-2020 et la façon dont les acteurs en gestion des connaissances peuvent exercer une influence pour répondre aux besoins du pays en matière de connaissances, de documentation et d'apprentissage.

Les participants ont eu l'occasion de mener des réunions bilatérales, permettant des entretiens plus concrets et plus détaillées en matière de collaboration et de communication. Suite à cette réunion, de nombreuses organisations poursuivront ces discussions et cette coordination dans l'année à venir. Nous espérons ainsi qu'une amélioration de l'efficacité de la gestion des connaissances se fera sentir à l'échelle mondiale et national, au nom du Mouvement SUN.

Cette réunion a été la première du genre dans le secteur et témoigne d'une meilleure compréhension du rôle crucial que joue la KM pour l'avancement des enjeux de la nutrition - qu'il s'agisse d'améliorer le savoir-faire pratique ou technique de ceux qui sont en première ligne dans la programmation et la planification de la nutrition, ou de témoigner dans un esprit d'ouverture sur l'impact et le changement qu'entraînent les efforts visant à améliorer la nutrition.

Pour plus d'informations, contactez Edwyn Shiell, conseiller en politique et stratégie - plaidoyer et communication, Secrétariat du Mouvement SUN : edwyn.shiell@undp.org



ENN
32, Leopold Street, Oxford, OX4 1TW, UK
Tel: +44 (0)1 865 324996 Email: office@ennonline.net
N° d'enregistrement (org. de bienfaisance) : 1115156
N° d'enregistrement (société) : 4889844

Pour recevoir Nutrition Exchange, allez sur :
www.ennonline.net/nex